

# Rouge & Vert

## LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

ÉDITO

### Retraites, emploi, réduction massive du temps de travail : tout se tient. **Résistons et passons à la contre-offensive !**

**Le système de retraites est un enjeu essentiel de l'affrontement entre des visions opposées de la société.**

La gauche de transformation sociale et écologique défend, dans la continuité des combats historiques du mouvement ouvrier, la réduction du temps de travail dans toutes ses dimensions (durée hebdomadaire, congés payés, âge de départ à la retraite). Elle défend aussi le système de retraite par répartition, au nom de la solidarité intergénérationnelle et d'un revenu socialisé, et du refus de la marchandisation de nos vies.

La droite, de contre-réforme en contre-réforme, de Balladur à Fillon et Sarkozy, vise à la fois à reculer l'âge du départ à la retraite, à allonger la durée de cotisations et à marginaliser par le chômage des millions de salarié-e-s. La paupérisation d'un nombre croissant de retraité-e-s en particulier parmi les femmes, la mise à bas progressive du système solidaire accentuent toujours plus le recours à la capitalisation, au chacun pour soi.

Sous la houlette de la Commission européenne, le gouvernement Ayrault a choisi de s'inscrire dans la logique de la droite et du MEDEF. Sa démarche reste encore prudente : afin, de limiter autant que faire se pourra la mobilisation, le mode de calcul des pensions de agents de la fonction publique et les « régimes spéciaux » ne sont pas à ce stade mis en cause, et le

gouvernement a dû se résoudre à abandonner la tentative de paupériser encore davantage les petites retraites.

Mais la logique reste inchangée : le travail reste considéré comme un coût, l'enjeu central du recul du chômage pour le financement des retraites est ignoré, la principale variable d'ajustement reste l'allongement de la durée du travail, et pas question d'élargir l'assiette des cotisations au système de retraites.

**La logique que nous avons combattue en 2010, nous nous y opposons toujours aujourd'hui.**

Retraites à 60 ans, droits des chômeurs et précaires, sécurité sociale : contre le chacun pour soi et la marchandisation de nos vies, nous choisissons les solidarités, une autre répartition des richesses, la réduction massive du temps de travail (30 h hebdo sans baisse de salaire et avec embauches correspondantes)

Des mobilisations se préparent, avec notamment une première journée de grève et de manifestations mardi prochain 10 septembre à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires. Les initiatives du collectif Ensemble défendons nos retraites ! vont dans le même sens. Les Alternatifs y participent et y appellent.

**La clé du succès réside dans notre capacité à construire une riposte d'ensemble contre le projet Ayrault.**

C'est une responsabilité communes des syndicats, associations, mais aussi des partis et courants de gauche qui refusent le sacrifier les acquis sociaux au rouleau compresseur du capitalisme.

Chaque citoyen, chaque citoyenne est concerné-e et peut contribuer au succès de notre mobilisation ! ■

**Jean-Jacques BOISLAROUSSIE  
et Luc DOUILLARD**

(ILLUSTRATION FORTEMENT INSPIRÉE DE L'AFFICHE DU COMITÉ DE LUTTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET POUR LA DÉFENSE DES RETRAITES D'ILE ET VILAINE)



Une alternative est indispensable : prévenir et combattre les effets de l'intensification du travail et les dégâts du productivisme, imposer une affectation des gains de productivité en faveur de la réduction du temps de travail plutôt qu'au bénéfices des actionnaires ; élargir l'assiette des cotisations retraite aux dividendes, stock options...

Communiqué des Alternatifs du 3 septembre 2013

# PAS D'INTERVENTION MILITAIRE EN SYRIE !

## SOLIDARITÉ AVEC LA RÉVOLUTION POPULAIRE SYRIENNE !

En 2011, à la suite des révolutions tunisienne, égyptienne et libyenne, la population syrienne a entamé, à son tour, un processus révolutionnaire populaire et pacifique pour tenter de se défaire de la dictature de Bachar el-Assad et de son clan. Très rapidement, le processus a été militarisé en raison de la violence de la répression des forces fidèles à Bachar al-Assad, répression qui a accéléré l'entrée de groupes djihadistes soutenus par le Qatar et l'Arabie Saoudite et la logique de confessionnalisation instrumentalisée par al-Assad depuis le début du processus révolutionnaire. Cette répression sanguinaire a provoqué la mort de plus de 110 000 Syriens, l'exil de plus de deux millions de personnes et le déplacement de quatre millions d'autres à l'intérieur du pays, sans compter des destructions massives dans de nombreuses villes, notamment Alep et Homs.

L'emploi d'armes chimiques par le régime syrien et peut-être aussi par certains de ses adversaires est aujourd'hui très vraisemblable. Il est probable que la dictature de Bachar al-Assad soit responsable du massacre de centaines de personnes dans la banlieue est de Damas le 21 août. Il s'agit là de crimes contre l'humanité dont les responsables devront, tôt ou tard, rendre compte.

Les puissances occidentales, États-Unis, France (où François Hollande défend clairement une logique belliciste) et Grande-Bretagne (jusqu'au camouflet infligé par le Parlement à David Cameron) en tête, avec le soutien explicite ou tacite de la Turquie, d'Israël et de quelques pays arabes (Koweït, Arabie Saoudite et Qatar), ont proposé une intervention militaire ciblée et limitée dans le temps alors qu'elles n'ont jamais réellement soutenu les forces révolutionnaires permettant ainsi à Bachar al-Assad de se maintenir au pouvoir par une répression tous azimuts.

Ce n'est pas la bonne réponse au massacre du 21 août ! Le risque est au contraire de renforcer la position de Bachar al-Assad, la logique de confessionnalisation et l'influence des courants intégristes armés au sein de l'opposition et d'étendre le conflit aux pays voisins, le Liban en premier lieu, avec une possibilité

d'extension à tout le Proche-Orient. Le risque aussi et surtout est de sacrifier la population syrienne et le processus révolutionnaire sur l'autel des luttes d'influences régionales et mondiales. Dans tous les cas, cela ne sera d'aucun secours et d'aucune aide pour la révolution et les forces démocratiques syriennes.

Les Alternatifs, membres du Front de Gauche, sont opposés à toute intervention militaire des puissances occidentales en Syrie. En ce qui concerne la France, et quelle que soit la position étasunienne in fine, elle ne doit en aucun cas participer à une intervention militaire en Syrie. Ils dénoncent également les livraisons d'armes russes et le soutien actif de forces iraniennes et du Hezbollah libanais à la dictature syrienne, ainsi que le soutien du Qatar et de l'Arabie saoudite aux sunnites radicaux. La solution du conflit ne peut venir que des Syriens eux-mêmes sans aucune intervention militaire extérieure. Seule une force d'interposition décidée par l'Assemblée générale de l'ONU et non par le Conseil de sécurité serait légitime.

Qu'il y ait ou non une telle force d'interposition, l'urgence est d'aider réellement les forces révolutionnaires démocratiques y compris par des livraisons d'armes leur permettant de se protéger des crimes de l'armée de la dictature syrienne et tout particulièrement des bombardements incessants qu'elles doivent subir dans les territoires libérés. Il est aussi urgent d'apporter une véritable assistance aux populations déplacées victimes de la barbarie du régime d'al-Assad.

Les Alternatifs réaffirment leur soutien total à la révolution syrienne, véritable processus populaire basé notamment sur des pratiques d'auto-organisation au travers des comités de coordinations locaux (CCL) ou de la « Commission générale de la révolution syrienne » (CGRS) qui regroupe plusieurs dizaines de ces comités locaux et sur l'existence d'expériences d'autogestion communale dans certains territoires libérés.

Solidarité avec la révolution syrienne ! Solidarité avec les révolutions arabes !



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENTS/E/S ET DES SYMPATHISANTS/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS À ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

# Rouge & Vert

## Je m'abonne!

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :  
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :  
Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,  
Michel BUISSON Veronika DAAE,  
Bruno DELLA SUDDA, Luc  
DOUILLARD, Vladimir-Claude  
FIÏSERA, Jacques FONTAINE,  
Jean-Louis GRIVEAU, Genevieve  
HUCHET, Jean-Louis LE BOURHIS,  
Jean-François LE DIZÈS, Arthur  
LEDUC, Francis LORIDAN, Henri  
MERMÉ ET Alain VÉRONÈSE.

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II :  
01 43 58 26 26

[WWW.ALTERNATIFS.ORG](http://WWW.ALTERNATIFS.ORG)





# DÉCLARATION SUR LA RÉVOLUTION SYRIENNE

## DES FORCES DE GAUCHE LORS DU FSM

Le monde s'est intéressé aux révolutions, déclenchées dans la région arabe à partir de la Tunisie. Mais la situation est devenue plus confuse après que la révolution a atteint la Syrie. Cela a révélé une forte incompréhension, s'appuyant sur une ancienne doctrine issue de la guerre froide et de la division du monde en deux «camps». Pour cette raison, nous les signataires ci-dessous, affirmons:

- Premièrement, ce qui se déroule en Syrie est une révolution dans tous les sens du terme. Elle résulte de l'effondrement économique en Syrie au cours de la dernière décennie, dû à la crise structurelle qui a appauvri et précarisé de larges couches de la population, et qui a concentré la richesse entre les mains d'une minorité familiale maffieuse, reposant sur la dictature. L'objectif de la révolution est donc la promotion des libertés et de la démocratie; il est aussi de changer le système économique dans l'intérêt des classes populaires, ainsi que d'édifier un Etat démocratique laïc qui rend égaux tous les enfants du peuple syrien, inclus les Kurdes et toutes les autres composantes.

- Deuxièmement, nous déclarons donc notre soutien à la révolution. Nous estimons qu'elle doit être soutenue pour que sa victoire ouvre des perspectives de transformations sociales et politiques majeures, la voie de la poursuite de la révolution à d'autres pays –du Maghreb à l'Arabie Saoudite – dans un contexte mondial de crise du capitalisme qui laisse prévoir de larges mouvements dans de nombreux pays, à travers le monde.

- Troisièmement, il faut rejeter toute logique appelant à l'intervention militaire étrangère –américano-européenne – et également refuser l'intervention actuelle de la Russie de l'Iran et de la Chine. Il faut aussi refuser toute logique confessionnelle, ou voulant imposer à

la révolution un caractère religieux. En effet, c'est la révolution d'un peuple, et ce n'est, ni ne deviendra, un soulèvement confessionnel ou religieux. Il faut dénoncer la politique de l'opposition qui réduit la révolution à ses propres revendications libérales, qui ne résolvent pas les problèmes du peuple, mais seulement ceux d'individus en quête de pouvoir.

- Quatrièmement, nous affirmons que le pouvoir syrien s'est développé sur une base néolibérale et maffieuse, et non contre l'impérialisme. Il s'est toujours soumis à l'Etat sioniste, en menant des guerres contre la révolution et le peuple palestiniens, et a longtemps rendu ses frontières sûres, en ne cherchant pas à récupérer le Golan.

- Cinquièmement, il faut condamner la répression brutale du pouvoir contre le peuple, qui atteint [le degré] de crimes contre l'humanité. Il faut aussi dénoncer le dévoiement de la révolution propre aux projets saoudien, qatari et d'autres pays du Golfe; ils visent pour l'Arabie saoudite à la faire échouer et pour le Qatar à l'hégémonie des Frères musulmans. Il faut également dénoncer l'exportation de «Jihadistes» en Syrie comme étant un élément d'un processus contre-révolutionnaire.

- Sixièmement, il faut soutenir politiquement, médiatiquement et par tous les moyens, la gauche syrienne participant à la révolution. Ce soutien doit être une des politiques visant à coordonner l'activité de toutes les forces de gauche, agissant pour la participation aux révolutions, afin de favoriser leur développement et les transformer en révolutions populaires victorieuses.

- Septièmement, il faut nous coordonner sur le plan médiatique pour casser l'hégémonie des médias impérialistes du Golfe, qui déforment la révolution et

transmettent une fausse image. Nous réaliserons cela en échangeant les informations et en publiant les analyses de la gauche syrienne sur la révolution.

- Huitièmement, il faut clarifier la nature de la révolution syrienne auprès de chaque militant de gauche dans le monde. Il faut tenter de changer les positions de la gauche qui, au prétexte de l'anti-impérialisme, soutient le pouvoir maffieux et criminel. Il faut que la gauche adopte une position réellement révolutionnaire de soutien à la révolution syrienne. Elle doit la considérer comme partie intégrante des révolutions arabes et comme l'étincelle qui peut encourager la lutte des classes dans le monde et déclencher des révolutions, en Europe en Asie et probablement dans le reste du monde, sous l'effet de la crise de l'impérialisme et en l'accentuant.

- En conséquence, nous devons œuvrer pour une campagne de soutien à la révolution syrienne; nous devons agir pour clarifier ses conditions, ses difficultés et son caractère essentiellement révolutionnaire, contre le capitalisme, pour son dépassement et contre les régimes maffieux.

Nous pouvons commencer par un jour de solidarité pour soutenir la révolution organisé par les forces de gauche dans chacun de nos pays, au cours de la première semaine de mai 2013.

Un comité de préparation organisera en Tunisie un congrès de soutien à la révolution syrienne par la gauche internationale, probablement en juin 2013. Un comité de suivi permanent, issu du congrès, œuvrera pour poursuivre le soutien à la révolution et à la gauche syriennes, et pour approfondir la compréhension de la révolution par la gauche mondiale. ■

(Tunisie, le 31 mars 2013).

**Les premiers signataires** • Coalition de la gauche syrienne • Organisation des Communistes en Syrie • Parti Démocratique Kurde Syrien (PYD) • Courant de la Gauche Révolutionnaire Syrienne • Ligue de la Gauche Ouvrière (Tunisie) • Parti des Travailleurs (Tunisie) • Front ouvrier (Turquie) • Lucha Internacionalista-LI (Etat espagnol) • Unité Internationale des Travailleurs-IVe Internationale (UIT-CI) • Mouvement Pour le Socialisme/Bewegung für Sozialismus (MPS/BFS, Suisse) • solidaritéS (Suisse) • Forum Socialiste (Muntada Ishtaraki) (Liban) • Comité pour la cause arabe (Etat espagnol) • Nouveau Parti Anticapitaliste-NPA (France) • Marea Socialista (Venezuela) • Gauche Anticapitaliste-IA (Etat espagnol) • Parti Socialisme et Liberté-PSL (Venezuela) • Izquierda Socialista-IS (Argentine) • Unios en la Lucha (Perou) • Courant Socialiste des Travailleurs-CST du PSOL (Brésil) • Commission internationale des Alternatifs (France) ...

# Israël-Palestine : des négociations biaisées

Le 19 juillet dernier, le secrétaire d'État étatsunien, John Kerry, obtenait un accord de principe sur la reprise des négociations de paix directes entre Israéliens et Palestiniens, suspendues depuis trois ans. Les premières réunions ont eu lieu à Washington les 30 juillet et 14 août, sous le regard attentif du médiateur étatsunien, Martin Indyk (1), dont les sympathies pro-sionistes sont bien connues.

En fait, le gouvernement israélien de Benyamin Nétanyahou où le poids du parti « Foyer juif » de Naftali Bennett (2) -le parti des colons- est particulièrement important, ne veut pas de négociations de paix qui amèneraient la création d'un État palestinien ; il préfère un processus de paix sans fin où les négociations ne servent que de paravent à une colonisation qui ne fait que se développer jour après jour. Pour que ces négociations puissent s'engager, le gouvernement israélien n'a quasiment fait aucune concession aux Palestiniens : il a refusé la référence à la « Ligne verte » de 1949 comme base de discussion des frontières du futur État palestinien, il a refusé de geler la colonisation (ce refus avait été la cause de la suspension des négociations en 2010), il a seulement accepté la libération de 104 militants emprisonnés avant les accords d'Oslo de 1993, qui ont donc passé plus de 20 ans dans les geôles israéliennes. Ils seront libérés en quatre fois... en fonction de l'avancement des négociations. Les 26 premiers, dont beaucoup étaient en fin de peine, ont été relâchés le 13 août.

La décision de l'OLP de reprendre les négociations en passant sous les fourches caudines israéliennes a été fortement critiquée par diverses organisations politiques et dans la société palestinienne : le Hamas et le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), entre autres, ont marqué clairement leur désaccord. Le FPLP a appelé à manifester à Gaza et à Ramallah le 28 juillet dernier. A Ramallah, la répression de la manifestation par la police palestinienne a été violente.

Le gouvernement israélien continue quant à lui ses provocations : après l'annonce fin juillet de l'attribution de nouveaux permis de construire dans les colonies de Cisjordanie -y compris dans des colonies que lui-même considérait comme illégales il y a quelques mois encore, il

vient décider la construction de 1500 logements dans les colonies de Jérusalem-Est (25-08-2013). Quelques jours auparavant, son armée était intervenue dans le camp de Jenine et avait tué un Palestinien. Dans la nuit du 25 au 26 août, c'est au camp de Qalandia que les militaires pénétraient pour kidnapper un homme récemment libéré ; devant l'opposition de la population, les soldats n'hésitaient pas à tirer à balles réelles dans la foule, tuant trois personnes dont deux à bout portant. Ces deux agressions se sont produites en Zone A où, selon les accords d'Oslo, l'armée israélienne n'a pas le droit de pénétrer... Que cherche le pouvoir israélien par ces diverses provocations ? Saboter cette reprise des négociations en forçant les Palestiniens à se retirer pour pouvoir ensuite prétendre que Israël n'a pas de partenaire pour la paix ? On connaît le refrain !

Ces négociations -qui devraient, d'après leurs promoteurs, aboutir à une solution définitive du conflit d'ici neuf mois- sont de fait totalement biaisées. Elles ne se font pas sous l'égide de l'ONU, mais sous celle des États-Unis dont l'alliance stratégique avec Israël est l'un des fondements de la politique étrangère. Il n'y a pas de référence au droit international, ni aux multiples résolutions de l'ONU dont certaines, fort pertinentes, doivent servir de point d'appui à la résolution du conflit qui ne peut passer que par le respect du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. La France et l'UE doivent s'impliquer sur la base du droit international qui est le seul garant de la création d'un véritable État souverain de Palestine. Mais ne nous faisons pas d'illusion, seule une pression la plus large possible permettra d'entraîner les gouvernements français et européens sur la voie d'un soutien réel au peuple palestinien. C'est la tâche des militants altermondialistes que sont les Alternatifs. ■

Jacques FONTAINE  
28-08-2013

1 Martin Indyk a travaillé pour le principal lobby pro-sioniste aux E.-U., l'AIPAC (1982-1985), puis il a été ambassadeur des États-Unis en Israël (1995-1997)

2 Naftali Bennett a déclaré en juillet dernier : « J'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie. Et il n'y a aucun problème avec ça. »

# Le Front

Une délégation du Front de Gauche en Tunisie pour soutenir l'action de sit-in des députés retirés en vue de la démission du gouvernement et de la dissolution de la Constituante

Une délégation du Front de Gauche composée de Michèle Demessine, sénatrice du Nord (PCF), de Tarek Ben Hiba, Conseiller régional Ile-de-France ( FASE ), Alexis Corbière conseiller de Paris (PG) et moi-même pour les Alternatifs s'est rendue à Tunis du 30 Août au 1<sup>er</sup> Septembre. Son objectif était d'affirmer notre solidarité avec le fort mouvement populaire qui se lève contre le gouvernement actuel de Tunisie, et qui a notamment rassemblé lors des deux manifestations de masse des 6 et 13 Août à chaque fois plusieurs dizaines de milliers de manifestant-e-s à Tunis, et aussi à l'action de « retrait » de plus d'une soixantaine de députés (sur 217) qui ne siègent plus pour manifester leur désaccord profond avec l'évolution de la situation.

Dès notre arrivée, vendredi soir, nous nous sommes rendus Place du Bardo, où nous avons rencontré des députés actuellement en « retrait ». Parmi les éléments qu'ils nous ont fait partager, il faut retenir leur déception face à l'attitude de François Hollande. Ce dernier, lorsqu'il s'est rendu en Tunisie, a apporté un soutien au gouvernement actuel, alors que les forces populaires attendaient une autre attitude. De même tout le monde s'indigne du discours va-t-en guerre du gouvernement français, aligné sur la diplomatie américaine.

Puis, samedi matin, la délégation s'est rendue à une conférence de presse du PPDU, à laquelle participait entre autres Bisma Belaid, la veuve de Chokri Belaid. Ensuite, nous avons rencontré une délégation du Front Populaire qui nous a fait part de son analyse de la situation et mis en avant ses deux exigences démocratiques sur la démission du Gouvernement et celle de l'Assemblée Constituante. A un questionnement sur leur rapprochement avec l'Union pour la Tunisie il a été répondu que celui-ci était rendu possible par une convergence de points de vue sur les deux revendications actuelles. Enfin, Hamma Hammami est venu à notre rencontre, pour nous donner les derniers détails des négociations en cours. Par la suite, nous nous sommes rendus au siège de l'UPT, Au terme de ces discussions, qui toutes convergeaient sur les mêmes conclusions, nous sommes retournés Place du Bardo, où nous avons tenu

# de Gauche en Tunisie

une conférence de presse de soutien. Enfin, nous avons rejoint les milliers de manifestants qui composaient une longue « chaîne humaine », joyeuse et déterminée, jusqu'à la Khasba (siège du gouvernement) en signe de protestation. Pour comprendre la situation un retour sur les événements est nécessaire. Depuis les élections du 23 octobre 2011 qui a élu une Assemblée Constituante, la Tunisie est dirigée par une coalition de 3 formations, surnommée la « Troïka » Il s'agit des partis Ettakatol (social-démocrate, lié à la 2<sup>e</sup> Internationale socialiste), du Congrès Pour la République (CPR, fondé par Moncef Marzouki, ex opposant historique au dictateur Ben Ali, devenu Président de la République) et d'Ennahdha (parti islamiste et principale force de cette alliance). Depuis cette élection, il apparaît que le gouvernement a échoué sur le terrain économique et social. Le chômage ne cesse d'augmenter, frappant même désormais jusqu'à plus de 30 % des jeunes diplômés. Le coût de la vie surtout des produits de première nécessité s'est envolé et les services publics sont en nette détérioration. Enfin les trois principaux moteurs de l'économie à savoir l'investissement privé, les exportations et le tourisme qui aurait reculé de 40% cette année, sont en net recul avec en contrepartie une forte progression de l'économie parallèle.

Pour faire face à une situation financière catastrophique, le gouvernement a décidé de faire appel au Fond Monétaire International (FMI) pour obtenir un prêt d'environ 1,4 milliard d'euros sur deux ans. En échange, pour répondre aux exigences du FMI, le gouvernement a dû s'engager à des « réformes structurelles » dont les conséquences sociales sont lourdes pour le peuple tunisien. Bref, sur le plan économique, il semble selon les différents témoignages que le gouvernement déçoit fortement et notamment dans les milieux les plus populaires qui avaient voté Ennahdha en pensant qu'ils allaient améliorer le quotidien. Qui plus est les milieux patronaux et en particulier le syndicat patronal UTTICA estime que ce gouvernement mène une politique contraire aux intérêts « nationaux » (traduisez les siens) et est entré dans l'opposition !

Mais l'inquiétude se situe aussi sur le plan des libertés démocratiques. Depuis deux ans, la violence a fait un retour en force dans la vie politique. Les ignobles assassinats de Chokri Belaid, le 6 février 2013, et de Mohamed Brahmî le 25 juillet, dont la responsabilité politique et morale incombe au Pouvoir, en sont les tristes preuves. Le siège du grand syndicat UGTT a été attaqué, de même que des meetings, des journalistes, des intellectuels, des expositions etc. Les coupables ? Ils sont à trouver du cotés des milices religieuses salafistes armées, qui se désignent comme les Ligues de Protection de la Révolution (LPR). Celles-ci font régner un climat de peur chez tous les démocrates et semblent agir grâce à une certaine passivité, voire une complaisance, de la part des pouvoirs publics. Parallèlement, Ennahdha continue de placer parmi les gouvernorats des 24 régions, dans les rouages de l'administration, de l'armée, de la police des gens qui lui sont liés.

Face à cet échec économique et social patent, à cette violence qui se développe et à ce « grignotage » progressif des postes clefs du pays par Ennahdha, le paysage politique d'il y a deux ans, s'est profondément modifié. D'abord, les forces de gauche indépendantes du gouvernement, se sont regroupées dans un Front Populaire (FP). Les deux principaux partis de ce Front populaire sont le Parti des Travailleurs (ancien Parti Communiste des ouvriers Tunisiens PCOT) dont le porte parole emblématique est Hamma Hammami. et le Parti Populaire Démocratique Unifié (PPDU), dans lequel militait Chokri Belaid, et dont nous avons invité deux de ses dirigeants à l'Université d'été de Beau lieu.

Mais, l'évènement nouveau depuis le FSM de Mars dernier est la constitution de l'Union Pour la Tunisie (UPT) qui regroupe des formations de centre gauche et du centre comme Nida Tounes, Al-Massar, le Parti socialiste, le Parti du Travail patriote démocrate etc.. Et surtout que ce regroupement s'est fait sur des bases convergentes avec celles du Front Populaire d'opposition au Gouvernement. Ces deux regroupements le Front Populaire et l'UPT s'unissent dans un Front de Salut National (FSN), qui exige essentiellement deux points immédiats :

la démission du gouvernement actuel et la dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC). qui avait été élue le 23 octobre 2011, pour une période d'un an avec pour mandat la rédaction d'une Constitution, travail qui n'est toujours pas terminé en raison des désaccords profonds en son sein. La légitimité électorale ayant expirée, nous sommes donc entrés après le 23 octobre 2012 dans une période de légitimité consensuelle bien fragile compte tenu de l'atmosphère de doute qui avait déjà remplacé la ferveur et l'enthousiasme de l'année précédente.. La tendance hégémonique d'Ennahdha matérialisée par les milliers de nominations partisans la bienveillance observée par le ministère de l'intérieur et de la justice vis à vis des LPR et des « salafistes », les polémiques autour de la Chariâa et autres principes idéologiques relevant de l'islamisation de l'état, tel que la notion de complémentarité de la femme, le harcèlement des médias et des journalistes, les difficultés économiques allant crescendo et touchant même les classes moyennes ont fini par profondément inquiéter la société civile tunisienne.

C'est pour appuyer les deux exigences démocratiques de démission du gouvernement de la Troïka et son remplacement provisoire par un gouvernement « technique » chargé de préparer les élections, et mise en sommeil de l'Assemblée Constituante avec nomination d'un comité d'experts chargé de finaliser le texte constitutionnel que les députés « retirés » appuyés chaque jour par des milliers de manifestant-e-s participent à un sit-in devant le palais du Bardo.

Pour sortir de l'impasse un groupement de quatre grandes organisations représentatives, La Ligue des Droits de l'Homme, la centrale ouvrière UGTT, le Barreau et – oh surprise pour un militant de l'autre côté de la Méditerranée - le syndicat patronal UTICA jouent les intermédiaires auprès du Gouvernement pour présenter les revendications du FSN.

Conclusion provisoire. A l'heure où j'écris cet article le Gouvernement Ennahdha refuse toujours de répondre positivement aux demandes du Front de Salut National

Henri Mermé, 4 septembre 2013



# NOTRE DAME DES LANDES GUERRE OU PAIX ?

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

## UN EXCE

**A** lors que le Préfet de Loire Atlantique vient de publier trois arrêtés - en date du 30 août 2013 - interdisant « tout transport de matériaux de construction, de carburant, d'explosifs, de produits inflammables et de feu d'artifice » sur les communes de Notre Dame des Landes et de Vigneux entre le 2 septembre et le 4 novembre, comme avant l'opération CESAR de sinistre mémoire; alors que le Président du Conseil Régional réaffirme dans la presse sa foi et sa détermination à voir les travaux démarrer au plus vite pour bétonner le bocage de Notre Dame des Landes, les dernières statistiques de Nantes-Atlantique consolidées fin août 2013, confirment que les augmentations de trafic passagers ne se traduisent pas par une augmentation des vols : plus 9,13 % en trafic passagers mais moins 1,44 % en nombre de mouvements.

Avec un emport moyen de 85, la plateforme actuelle de Nantes-Atlantique continue à s'éloigner de toute saturation. Des aménagements des installations existantes sont amplement suffisants et res-

pectueux des deniers publics.

Jusqu'à présent, les demandes et les recommandations des commissions du dialogue et des suites de l'enquête publique « loi sur l'eau » ne sont pas suivies par ceux-là mêmes qui ont le devoir de les faire appliquer. La légitimité des assemblées délibérantes, tant proclamée par le Président du Conseil Régional des Pays de la Loire ne vaut qu'à la suite de débats sincères. Or les dossiers soumis au vote il y a presque 3 ans maintenant étaient basés sur des omissions et des mensonges comme les études complémentaires l'ont amplement montré.

Face à l'impatience des porteurs du projet de Notre Dame des Landes, que va choisir le gouvernement : passer en force ou appliquer le dialogue de façon sincère ? Les Alternatifs réaffirment la nécessité d'une remise à plat du dossier. Plus que jamais, ils sont partie prenante du mouvement social de refus de ce projet inutile et imposé. ■

5 septembre 2013

**D**u 21 au 24 août dernier, les Alternatifs ont tenu leur Université d'été à Beaulieu, un village situé à mi chemin entre Grenoble et Valence, au pied du versant occidental du Vercors. A l'heure du bilan qui en a été fait le dernier jour, l'édition 2013 de notre traditionnel rassemblement estival aura été très agréablement appréciée par les participant-e-s.

Parmi les points positifs, relevons tout d'abord le caractère remarquable du site, au milieu des champs de noyers (la fameuse « noix de Grenoble », ce qui donnera l'occasion à notre camarade Michel Buisson, le « local de l'étape », de nous expliquer, autour du feu de camp du dernier soir, l'évolution de cette culture au cours des dernières décennies). Le cadre dans lequel la manifestation s'est déroulée, le fait de disposer de structures légères et groupées pour les activités et les repas auront aussi favorisé la convivialité et les échanges en « off » et compensé l'éloignement des lieux d'hébergement.

Rappelons que la Coordination générale avait décidé que cette Université d'été aurait lieu en région Rhône-Alpes en raison de la tenue au même moment des Estivales du Front de Gauche à Grenoble. Or l les différentes structures susceptibles d'accueillir la manifestation à une distance raisonnable de Grenoble se sont révélées indisponibles. C'est donc très tardivement et faute d'autre possibilité que la petite équipe qui s'était chargée de son organisation a opté pour la tenue de l'Université d'été chez Marie Andrée et Michel Buisson avec la bienveillance de leur entourage et de leurs voisins. Pari risqué, mais pari globalement réussi avec plus de 130 personnes qui ont participé à tout ou partie des travaux, même si quelques failles ont été pointées dans l'organisation logistique (éloignement relatif des lieux d'hébergement, prise en charge des repas...)

### Notre Dame des Landes ; retour sur un temps fort de mobilisation les 3 et 4 août

Avec des dizaines de milliers de participant-e-s sur les deux jours, le rassemblement contre le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes a été une immense réussite.

Si les concerts, de grande qualité, qui se sont déroulés tout le week-end ont regroupé des milliers de spectateurs, les différents débats ont également réuni des centaines de participant-e-s, faisant de ce rassemblement une véritable université citoyenne pour l'alternative et le changement. Soulignons aussi que l'organisation technique et politique de ces deux journées, avec près d'un millier de bénévoles, a été en tous points remarquable. C'est sans conteste le résultat de l'engagement commun des 70 associations, syndicats et partis politiques membres de la coordination des opposants au projet d'aéroport.

Côté politique, le stand des organisations du Front de Gauche - Alternatifs, FASE, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire, Convergences et Alternative, Parti de Gauche et les fédérations du Morbihan et de Vendée du PCF - opposées au projet d'aéroport, alliait restauration rapide et de qualité\* et présence politique.

Les Alternatifs - avec des délégations ve-

nues de tous les départements bretons mais aussi d'Ile de France, de Seine Maritime, d'Ardèche, d'Eure, d'Hérault, etc... , l'animation de trois forums et une participation active dans la plupart des forums - ont été très actifs.

Corinne Morel-Darleux, secrétaire nationale du Parti de Gauche, le samedi après-midi, et Jean-François Pellissier, conseiller régional Alternatifs d'Ile de France, ont été, sur la grande scène, les porte-parole des organisations du Front de Gauche engagées dans la mobilisation.

La mobilisation contre ce projet inutile et dispendieux est devenue une épine majeure dans le pied du Premier Ministre Ayrault et de son gouvernement, qui s'articule de plus en plus explicitement avec le rejet des politiques d'austérité conduites par le gouvernement, Elle témoigne de l'unité de la résistance qui s'est forgée au fil des années. C'est un échec majeur pour ceux qui ne cessent de spéculer sur une fracture entre les opposants historiques et les ZADistes ■

Correspondant-e-s

\* les bénéfices de cette restauration, plusieurs milliers d'euros, sont intégralement remis à l'ACIPA.

2013 DES ALTERNATIFS :

**LLENT CRU**

Quant aux contenus, là aussi, c'est plutôt un sentiment de satisfaction qui domine. Les apports des invité-e-s qui ont participé à nos débats ont été de grande qualité dans l'ensemble. On ne peut pas les citer tous et toutes, mais on retiendra en particulier l'intervention et la véritable présence de Charles Piaget, l'animateur de la lutte historique des LIP, notamment dans son intervention du jeudi matin sur le thème de du passage du statut de salarié à celui de coopérateur responsable; on retiendra également celles de Roxanne Mitralias, militante de Syriza, ou de nos camarades tunisiens du Front Populaire. Mais, du fait des conditions mêmes de son organisation, l'édition 2013 de notre Université d'été aura aussi démontré que les Alternatifs disposent en leur sein de ressources qui ne sont pas toujours suffisamment mises en valeur. Nombre de séances ont ainsi été animées « en interne », à la satisfaction des participant-e-s. Pour autant, à l'heure du bilan, la table ronde avec nos partenaires de trait d'Union se sera révélée décevante pour nombre de présent-e-s; la question de l'intérêt de ce type d'exercice pendant l'Université d'été a ainsi été posée. Autre sujet de réflexion auto-critique : la densité du programme qui ne laisse peut être pas assez de temps de respiration aux participant-e-s. Il aurait sans doute fallu aussi plus de cohérence entre les thématiques abordées, même si le fil conducteur (Autogestion, stratégie et pratiques) était commun.

Enfin, quelle que soit l'appréciation qu'on porte sur la participation des Alternatifs au Front de Gauche, il apparaît à l'expérience qu'il est difficile de concilier la tenue de notre Université d'été parallèlement à celle des Estivales du dit Front de Gauche, en termes d'unité « de temps et de lieu ». Des réflexions à garder à l'esprit, donc, pour la prise en charge par tout le Mouvement de nos éditions futures. ■

Michel BUISSON,  
Jean-Louis  
GRIVEAU  
et Genevieve  
HUCHET

**LES DEBATS DE L'UNIVERSITE D'ETE DES ALTERNATIFS FERONT L'OBJET DE COMPTE RENDUS DANS CE NUMERO DE ROUGE ET VERT ET, PLUS LARGEMENT, DANS LE NUMERO SUIVANT**

R&amp;V

**ATELIER REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL (RTT)**

**L**a RTT une revendication fondamentale du «mouvement ouvrier»

Pour commencer je voudrais partir de 1908, enfin autour de cette année là : une partie de la CGT prépare la grève générale pour la journée de 8 heures, qui doit enengener le processus conduisant à la prise de pouvoir.

Les 8 heures par jour sont elles un prétexte ?

NON car la bataille pour la réduction du temps de travail est fondamentale,

- Le temps de travail est une expression de l'affrontement entre classes : il suffit de voir l'Accord Compétitivité Emploi qui supprime toute référence à un temps de travail légal, vieille revendication du patronat.

- La réduction du temps de travail est une bataille pour ne pas être 'que' des travailleurs : dans les années 1830 les ouvriers anglais se disaient esclaves parce que, travaillant énormément, ils ne pouvaient être citoyens.

J'insisterais plus sur cet aspect de la RTT, contre l'aliénation, car les marxistes ont souvent eu une vision hémiplégique : seule l'exploitation, avec la volonté de compenser la spoliation de la force de travail du salarié, est mise en avant et ce, dans une logique uniquement redistributive ( cf. Bruno Trentin : La Cité du travail Fayard 2012).

Comme l'autogestion la RTT aurait elle disparu?

Suite aux Lois Aubry une frilosité s'est installée jusqu'à ne plus parler de RTT. Elle n'a pas lieu d'être.

Même si elle n'a pas réduit très fortement le chômage durant la période 1997-2002 (sur les 2 000 000 emplois créés 500 000 sont dus à la RTT d'après les estimations de Michel Husson).

Il faut tirer les conclusions de ce rendez vous raté des Lois Aubry.

Car ces Lois Aubry n'ont pas été à la hauteur. D'abord parce que le mouvement populaire et surtout le mouvement

syndical a été passif, n'a pas poussé. Ce qui a favorisé les concessions, en premier lieu le choix de la négociation sur la loi. Mais aussi le blocage des salaires; l'absence du moindre pas vers l'éradication du temps partiel, sans oublier le «réalisme» qui a permis la hausse de l'intensité du travail pour assurer travail avec le passage au 35 heures.

C'est là un point clé : il ne faut pas céder aux sirènes du «réalisme» et de l'économisme et **BAISSER FORTEMENT LE TEMPS DE TRAVAIL AINSI QUE LA PRODUCTIVITE.**

Il s'agit d'assumer que nous cherchons la CRISE : à travers une forte baisse obliger à repenser l'organisation du travail et à sa suite le management et, et c'est plus compliqué, les techniques de production. C'est là un moyen pour redonner aux salariés la possibilité de contester les choix patronaux.

La RTT n'est pas LA solution mais un outil à combiner avec d'autres pour porter un projet alternatif de société.

Il faut la penser avec le revenu comme instrument fort de déconnexion du triptyque PRODUCTION =TRAVAIL=RICHESSSE.

Si une loi est nécessaire, elle ne doit fixer qu'un temps de travail maximum car pour les entreprises en reconversion il y aura sans doute besoin de moins de temps de travail encore.

Enfin la RTT est porteuse d'autogestion en permettant de remettre les salariés en état de contester le pouvoir patronal. Mais les potentialités autogestionnaires n'existeront que si nous prenons en compte le travail réel. Je citerais ces quelques lignes du topo qu'avait prévu Stéphanie Treillet:

« La possibilité de s'émanciper du travail ne peut pas être dissociée de la possibilité de faire reculer l'exploitation dans le travail contraint .

C'est le sens de la phrase de Simone Weil:»Nul n'accepterait d'être esclave deux heures ; l'esclavage pour être accepté, doit durer assez chaque jour pour briser quelque chose dans l'homme»

Jean-Louis LE BOURHIS

## Université d'été des Alternatifs 2013. Beaulieu, 21-24 août.

# Ecologie et société du temps libéré

A partir des analyses de André Gorz  
Samedi 24 août, 11 h 15.

### Introduction. Cadrage.

La visée de cet atelier (séquence autour de A. Gorz), n'est pas de faire une présentation académique, littéraire de l'œuvre de A. Gorz, pour la biographie, la bibliographie, je renvoie à quelques sites internet dont l'excellent « *Perspectives gorziennes* » et « *Critique radicale de la valeur* », qui regroupe des auteurs considérés comme importants par Gorz (Postone, Kurz, Jappe...), à la radio *France culture* rend accessible des entretiens, *Là bas si j'y suis*, sur *France inter* a consacré deux émissions à Gorz. Arno Munster, Françoise Gollain, Christophe Fourel ont écrit des livres consacrés à notre auteur...

En ultime complicité Dorine (82 ans) et André (84 ans) ont mis fin à leurs jours le 24 septembre 2007.

Une citation d'emblée (je vais vous en servir un florilège) pour caractériser l'orientation philosophique, politique de A. Gorz : « *La tâche du politique est de définir des objectifs stratégiques intermédiaires, dont la poursuite répond aux urgences du présent tout en préfigurant la société autres qui demande à naître.* » (« *Misères...* » p.20 Il s'agit donc de refuser la castration des « *imaginatoires* », pour mettre l'imagination au pouvoir.

Dans le temps (bref) de mon intervention, j'ai choisi de présenter le contenu de 3 livres :

. « *Adieux au prolétariat* ». Ed. Galilée, 1980.

. « *Ecologie et politique* » (qui contient une partie d'un autres essai : « *Ecologie et liberté* »). Ed. du Seuil, 1975.

. « *Misères du présent, richesse du possible* ». Ed. Galilée, 1997.

Cette présentation (mon intervention) ne suit pas la chronologie des dates de parutions. C'est un choix. Je regrette un peu de ne pas présenter « *Métamorphoses du travail...* » et « *Bâtir la civilisation du temps libéré* »... mais, un condensé est peut-être suffisant pour vous mettre en appétit... En lisant ou relisant André Gorz, vous complèterez vous-même les lacunes de mon exposé... Autre impasse dans mon topo, décidément mal foutu : je ne dirais (presque) rien de l'influence d'Ivan Illich sur la pensée d'André Gorz... Il suffit de lire « *La convivialité* » pour saisir

la convergence des deux pensées.

La formulation des trois titres successivement : « *Adieux...* », « *Ecologie et liberté* », « *...Richesse du possible* », donne une indication de l'orientation, celle d'une utopie réaliste et nécessaire...

Attaquons le premier des 3 livres.

### Adieux au prolétariat

Le prolétariat aurait-il disparu ? Dans un avatar du keynésianisme-fordisme des « *trente glorieuses* », par exemple ? La tertiarisation de la main-d'œuvre, les délocalisations industrielles, ont réduit les troupes de travailleurs subissant « *la vie en bleu* »,... pourtant la prolétarianisation – toujours aggravée – fait souffrir même les cols blancs, les techniciens, les informaticiens, employés des télécoms, etc. Si l'on définit la prolétarianisation par l'obligation de vendre sa force de travail (travail marchandise), et la sujétion afférente au salariat aux impératifs de l'entreprise... la définition, quantité, qualité, utilité réelle... les orientations concrètes ne sont pas décidées assemblées générales autogestionnaires... « *Inéluctable prolétariat* » dans la formulation de Jacques Ellul. André Gorz, marxien (hétérodoxe) le savait fort bien.

Il ne s'agit par de disparition, mais de pertes de subjectivisations, absences récurrentes de motivations.

C'est plus grave et plus prometteur.

Qu'est-ce à dire ? Arguments de l'auteur. Après avoir diagnostiqué, dès l'introduction, une crise du mouvement ouvrier, plus encore dans sa composante marxiste (p.13), A. Gorz, fait valoir que « la division capitaliste du travail a détruit le double fondement du « *socialisme scientifique* » :

. le travail ouvrier ne comporte plus de pouvoir (...).

.le travail, dans l'immense majorité des cas, est une activité passivisée, pré-programmée, totalement assujettie au fonctionnement d'un appareil...

Le « *travailleur* » ne peut s'identifier à « *son travail* ». (p.92, 93). C'est le travail-emploi, le travail abstrait, c'est-à-dire que le salarié en exercice, le plus souvent doit faire abstraction de l'utilité réelle de sa production (matérielle, intellectuelle,...), ne pas trop se poser de questions,... seul compte en définitive,

le chèque en fin de mois... C'est bon à prendre, évidemment.

Pourtant, la vraie vie est ailleurs :

« *Il ne s'agit plus de conquérir du pouvoir comme travailleur, mais de conquérir le pouvoir de ne plus fonctionner comme travailleur. Il ne s'agit plus du tout du même pouvoir. La classe elle-même est entrée en crise.* » (p.93).

Du point de vue des subjectivités réelles, la conscience de classe change de lieu, « *la non-classe [des non-travailleurs] englobe, l'ensemble des individus qui se trouvent expulsés de la production par le processus d'abolition du travail, ou sous employés dans leurs capacités...* » (p.94).

Cette « *non-classe* », pour qui la vraie vie est ailleurs : hors de l'usine, après les heures de bureau, à la sortie du magasin,... entre en conflit, avec la « *minorité privilégiée des ouvriers stables, syndiqués, protégés par une convention collective. Cette classe ouvrière n'est plus qu'une minorité « privilégiée ».* La majorité de la population appartient à ce *néo-prolétariat post-industriel.* » (p.96).

Cette minorité – dont le capitalisme a encore besoin – est gratifiée de revenus corrects et de la considération intéressée des investisseurs. Trop souvent, malheureusement, les « *privilegiés du boulot* », reproduisent l'idéologie productiviste et travailliste du patronat. Ils sont payés pour, et se doivent de tenir le discours qui justifie leur position, matériellement plutôt confortable... (par comparaison).

André Gorz observe une tripartition de la société : un premier groupe de salariés occupés à temps plein dans des tâches relativement agréables (augmentées de gratifications symboliques, et accès consommations distinctives), un groupe second de périphériques au service des premiers (sous-traitances en général et domesticités salariées), les derniers sont les précaires à vie, en alternances de chômage plus ou moins indemnisé et minimas sociaux. J'ajoute pour ma part, une masse croissante de surnuméraires condamnés à survivre dans les marges de l'économie grise et la débrouille au jour le jour dans les « *banlieues du salariat* ».

Les « *Adieux au prolétariat* », contiennent une remise en cause de la « *centralité du travail* », i.e. du « *travail-emploi-salariat* ». Une déconstruction



de la « valeur travail ». Deux fois : d'un point de vue économique, les gains de productivité instrumentalisés par le capitalisme produisent une réduction du temps de travail socialement barbare (chômage massif et misères proliférantes), également d'un point de vue culturel, moral. Le travail rédempteur est une idéologie qui doit perdurer tant que l'extraction de la survaleur (la plus-value, c'est du surtravail...) est nécessaire à la perpétuation des privilèges... Les Adieux sont aussi un au-delà, dessinent les contours d'un post capitalisme...

La politique créative, inventive réclame l'usage d'une écologie mentale. Ce qui prépare la transition vers le deuxième ouvrage examiné.

## Ecologie et liberté

De suite, une citation qui annonce la couleur : « *Tous ceux qui, à gauche, refusent d'aborder la question d'une équité sans croissance démontrent que le socialisme pour eux n'est que la continuation par d'autres moyens des rapports sociaux et de la civilisation capitalistes, du mode de vie et de consommation bourgeois.* »

*L'utopie ne consiste pas aujourd'hui à préconiser le bien être par la décroissance et l'actuel subversion de l'actuel mode de vie ; l'utopie consiste à croire que la croissance de la production sociale peut encore apporter le mieux-être et qu'elle est matériellement possible.* » (p.36).

En 1975, date de parution du livre, le PPLD (Parti pour la Décroissance), la mouvance décroissante était encore dans les limbes, l'écologie politique digérait mai 68, A. Gorz, précurseur écrivait noir sur blanc : « *Le capitalisme de croissance est mort.* » (p.17). Plus exactement : la croissance capitaliste va nous faire crever « *La gueule ouverte* », comme le clamait un titre d'époque ou sévissait Fournier. Les contraintes écologiques, les limites de la planète,... sont des problèmes bien connus, que Gorz examine, Le développement durable, la croissance verte sont la continuation du capitalisme avec d'autres moyens et investissements profitables, cela est depuis démontré par quantité d'auteurs... Du point de vue de l'économie politique : « *L'élimination de la pauvreté [plus nécessaire encore : l'élimination de la misère], ne suppose plus que l'on produise un plus grand volume de biens, mais qu'on produise*

*autre chose et qu'on le produise autrement.* » (p.37). L'autogestion, dont il est question page 24 et suivantes (notamment) du livre, bien évidemment ne peut se contenter de reprendre une entreprise, pour, dans une sorte de capitalisme collectif, reprendre la même production, avec salaires moins inégaux et conditions de travail adoucies. Le produit, la production et les motivations du producteur méritent un réexamen approfondi...

Les différentes méthodes capitalistes qui permettent la « *production du consommateur* » (p.45, sq), double l'aliénation-domination du travailleur, qui doit se vendre (force de travail) pour pouvoir acheter, et trop souvent par nécessité imposée. Pour nuancer les analyses Gorz en 1975, j'ajoute qu'en 2013, il faut bien voir (approfondissement de la « *crise* ») et constater qu'une partie notable de la population (européenne, occidentale,... en Afrique, c'est une autre analyse...) est au seuil, non d'une pauvreté maîtrisée, supportable, voire philosophiquement désirable,... mais d'une misère qui interdit la vie décente, condition d'une citoyenneté active. De l'urgence de relever et les bas salaires et les minimas sociaux...

Pour ce faire, nul besoin d'augmenter la taille du gâteau (la croissance est l'autre nom de la reproduction élargie du capital), c'est une question (politique) de partage. Mais, qui tient le couteau ?! Sans surprise, A. Gorz écologiste marxien, plaide pour une réduction féroce du temps de travail (livre 3 du Capital, et fragment sur les machines des Grundrisse,...), il écrit donc : « *la sphère de la liberté devient celle du non-travail.* » (p.44). La vraie vie est ailleurs, il importe de dessiner un autre avenir, de donner à apercevoir un nouvel horizon d'attentes. Cette phrase un peu lyrique pour entrer dans le troisième ouvrage.

## Misères du présent. Richesse du possible

L'introduction, logiquement, contient l'essentiel de la thèse centrale, étayée par des arguments majeurs.

Je cite en parcourant les p.11 à 20.

« *Un nouveau système s'est mis en place qui abolit massivement le « travail ». Il restaure les pires formes de domination et d'asservissement, d'exploitation en contraignant tous à se battre contre*

*tous pour obtenir, ce même « travail qu'il abolit, la dignité et l'accessibilité. Il faut vouloir l'exode de la société de travail* (nous soulignons). Le « *travail* » emploi-salariat est une invention du capitalisme. « *Il ne s'agit pas du travail au sens anthropologique ou au sens philosophique.* »

« *C'est ainsi que s'est ouverte une ère nouvelle dans laquelle ce qui pourrait servir à libérer les hommes et les femmes des besoins et des servitudes, a été retourné contre eux pour les déposséder et les asservir.* »

Une description rapide de ce que pourrait être une autogestion généralisée, bien au delà des limites (étroites) de l'entreprise est posée dans cette introduction : « *... la reconnaissance sociale de nouvelles activités et compétences répondant à des nouveaux besoins a toujours dû être imposée par des luttes sociales.* »

C'est dans ce livre publié en 1997, que Gorz se rallie explicitement au principe politique de l'allocation universelle, après avoir été longtemps contre. Sous différents noms : revenu de base, revenu garanti,... dotation universelle d'autonomie (préconisée par Utopia, présentée à cette université par Stéphane Madeleine qui milite également au Parti pour la Décroissance, PPLD.).

L'allocation universelle suffisante, individuelle, inconditionnelle (donc totalement déconnectée de l'employabilité), couplée avec une draconienne réduction du temps de travail, est ce qui permet d'établir les conditions concrètes, économiques de l'exode (cf. plus haut), et permet l'émergence d'« *une nouvelle organisation de l'espace social, [...] de nouveaux modes d'agir et de vivre en société. [...] A la fois solution d'urgence et [actualisation] de nouvelles subjectivités, l'exode produisant des socialités nouvelles soustraites au pouvoir de l'argent et de l'Etat.* » (p. 164, 165). La richesse du possible, dans les marges, trouve déjà quelques fondations édifiées par la non-classe des non-travailleurs pour lesquels, la vraie vie est ailleurs. Précurseurs ?

Ainsi, on peut le comprendre, il ne s'agit pas avec le couple rtt et allocation universelle de soulager les plus criantes misères, et s'il s'agit de travailler (beaucoup) moins pour travailler toutes

et tous... ce n'est pas pour consolider l'édifice branlant du capitalisme libéral, mais de rendre désirable et possible un changement radical (à la racine) de société. A contrario, la gestion du temps de travail par le capitalisme : chômage pour les uns, cadence infernales, objectifs inatteignables pour les autres (c'est une stratégie...payante), cette « redistribution du travail a été opérée en dépossédant les prestataires de travail de leur temps. »(p.152). A contrario, la subversion révolutionnaire consiste à désirer, vouloir et accomplir l'autogestion de la vie... qui dure un certain temps, dont l'usage est de notre responsabilité.

La popularité de Gorz dans le milieu syndical, comme dans l'extrême-gauche léniniste-trotskyiste ne fut jamais bien grande (souvent par méconnaissance), il est vrai, que certaines revendications « ouvriéristes » le mettait

mal à l'aise : « ... dans les défilés où chaque pancarte réclame « nous voulons du travail » proclame la victoire du capital sur une humanité asservie de travailleurs qui n'en sont plus, mais ne peuvent être rien d'autre. » (p.90).

Travailler moins, pour penser davantage est une urgence d'époque : « Il s'agit tout d'abord de libérer la pensée et l'imagination des lieux communs idéologiques auxquels s'enchaîne le discours social dominant ; et donc de penser [...] d'autres modes de coopération productive, d'échange, de solidarité, de vie. » (p.132).

Gros boulot, mais bon boulot... ■

**Alain VÉRONÈSE.**  
**Alternatifs Paris sud**

1 – Sur la définition, pour une discussion du « travail abstrait » voir : « Temps, travail et domination sociale. » Moïsche Postone, éd. Mille et une nuits, 2003.

## Sept thèses.

### Un programme d'une simplicité redoutable.

In « *Écologie et liberté* ». (p. 88 et 51).

- .1. La crise actuelle a pour causes un surdéveloppement des capacités de production et de destructivité [...]. Cette crise ne peut être dépassée que par un mode de production nouveau [...].
- .2. [...] décroissance des consommations matérielles [...].
- .3. Le lien entre le plus et le mieux est rompu [...].
- .4. La pauvreté dans les pays riches a pour cause non l'insuffisance de production, mais la nature des biens produits, la répartition [...].
- .5. Le chômage dans les sociétés riches reflète la diminution du travail socialement nécessaire [...].
- .6. [...] la réduction du temps de travail pourra aller de pair avec l'expansion des activités autogérées [...].
- .7. L'uniformité du modèle de consommation et de vie disparaîtra en même temps que les inégalités sociales [...].

Les thèses présentées (en résumé) peuvent structurer l'architecture « d'un programme révolutionnaire d'une simplicité redoutable : nous pouvons vivre mieux tout en consommant moins et travaillant moins, mais autrement. [...] Peut-on vivre mieux en consommant moins, dans le cadre du capitalisme ? »

A.V.

# PRE-ESTIVALES REUSSIES !

Environ 120 militant-e-s ont participé au rendez-vous des Pré-estivales, moment de rencontre des composantes du processus de regroupement « Tous Ensemble/Trait d'Union » ?

Celles ci ont eu lieu le 23 août à Saint Martin d'Hères, la veille des Estivales du Front de Gauche

Sur le plan de la participation, il y a donc eu le double du nombre de présent-e-s, par rapport au même rendez-vous voici un an.

Les pré-estivales ont ainsi été un succès numérique et aussi politique. Les débats, de qualité, se sont déroulés dans une atmosphère studieuse et apaisée, avec la participation de toutes les composantes engagées dans le processus de regroupement d'une gauche alternative, les Alternatifs étant représentés par une délégation de diverses régions (Jean-Louis Griveau, Magali Braconnot, Roland Mérieux, Mohammed Rafed, Alain Touleron, Jef Pellissier, Bruno Della Sudda) venue de l'Université d'Été toute proche.

Seul bémol à cette appréciation positive : une certaine lourdeur des débats et des prises de parole parfois répétitives, ce qui invite à réfléchir pour l'avenir aux formes participatives de réunions pour que la parole soit davantage partagée, ce qui est toujours difficile dans une réunion plénière de ce type.

Mais on peut émettre l'hypothèse que l'aspect quelque peu répétitif -et très masculin- des interventions l'après-midi correspond pour une part à un point de passage quasi-obligé, celui des vérifications nécessaires, au stade actuel, des convergences des un-

e-s et des autres dans ce processus de regroupement qui doit conduire à la création d'une force politique commune.

En matinée, le débat a porté sur la conjoncture politique estivale, marquée notamment par les événements d'Égypte et de Tunisie et par la mobilisation en défense des retraites, mais aussi sur la situation actuelle du Front de Gauche

Sur ce point, si chacun-e convenait que le cadre unitaire du FdG restait pertinent, les inquiétudes se sont exprimées, dans un contexte de tension entre PCF et PG, sur « l'état de l'union », le caractère à la fois étriqué, cartellisé et en partie virtuel du FdG, ses difficultés à répondre réellement aux exigences de l'heure, faute de dynamique citoyenne et d'ouverture réelle à celles et ceux qui ne sont pas aujourd'hui membres de l'une de ses composantes. Se confirme ainsi, après la rencontre nationale du 15 juin dernier, une tonalité plus critique qu'il y a six mois sur le Front de Gauche, parmi les participant-e-s au processus. Dans l'ensemble, les propos convergeaient très largement

On a eu la même impression au cours des deux débats de l'après-midi :

- l'un sur l'état du processus de regroupement, avec des témoignages de ce qu'il se construit à la base, dans les villes et les départements, avec des situations variables et, dans quelques cas, une avancée plus forte qu'à l'échelle nationale en terme d'intégration des diverses composantes avec un fonctionnement très collectif et presque déjà fusionné, même si les composantes originelles continuent d'exister ;

# INTERVENTION AUX PRE-ESTIVALES

- l'autre sur la question du type d'organisation politique à constituer, ce qui a permis à Pierre Zarka (ACU et FASE), à Samy Johsua (GA) et à l'auteur de ces lignes (pour les Alternatifs) d'amorcer un débat indispensable sur le bilan des partis politiques y compris de la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, la crise de la forme-parti, les conceptions de la fonction -dans la société et le rapport avec les syndicats et les associations, par exemple- et du fonctionnement d'un nouveau type de force politique que les Alternatifs, pour leur part, appellent « parti-mouvement » depuis plusieurs de leurs congrès.

Les entrées dans cette réflexion ne sont pas identiques et si les différences d'appréciation existent. Elles s'expliquent pour une part par une histoire et des expériences différenciées et on n'a senti à aucun moment que ces différences étaient des divergences insurmontables. Les bases d'accord existent et sont importantes (le parti-dirigeant est caduc), le débat doit se prolonger et s'approfondir, sans que cela soit un préalable au processus de regroupement en cours.

Il reste à déterminer comment donner suite concrètement à ces échanges, d'ici le rendez-vous des assises constitutives de novembre prochain. ■

**Bruno DELLA SUDDA**

**L**e débat qui s'engage ici est important et difficile. On ne peut prétendre le mener en peu de temps, il faudra le prolonger, l'approfondir, le socialiser.

Des interventions précédentes, je partage largement le propos général de Pierre Zarka, sauf sur un point peut-être, celui de la culture politique évoqué à la fin de son intervention. Je partage également les inquiétudes exprimées par Samy Johsua sur la situation égyptienne et le problème posé par l'absence d'un projet et d'une force capable de peser sur cette situation.

En ce qui concerne les Alternatifs, nous raccordons le débat qui s'amorce à la crise de la politique et de sa représentation, qui est pour nous un élément de la crise plus globale, systémique, multiforme, crise du capitalisme et crise de civilisation à la fois.

Dans un tel contexte de crise globale et continue (contrairement à ce qu'affirment quelques plaisantins qui disent qu'elle est en train de prendre fin à travers le redémarrage pourtant très incertain d'une soi-disant croissance retrouvée), oui, il y a urgence.

Urgence à maintenir la cap de la radicalité car seule une transformation radicale et un projet d'ensemble, un projet alternatif, peut y répondre, urgence à se rassembler pour résister et reconstruire une perspective, comme cela se fait partout en Europe et dans le monde (y compris en Tunisie, et pas assez hélas en Egypte) et c'est cela qui justifie notre participation au Front de Gauche.

Urgence à se regrouper dans l'optique de porter un projet alternatif et une culture commune, comme nous le faisons dans le processus de regroupement en cours.

C'est pourquoi, pour nous, il y a bien une double priorité, et nous ne hiérarchisons pas entre les deux : se rassembler (dans le FDG) et se regrouper (gauche alternative).

Dans le rassemblement qu'est le Front de Gauche, la critique, largement entendue ce matin, ne saurait suffire : nous devons contribuer à proposer tout ce qui peut permettre à ce rassemblement de s'élargir, de peser davantage, de fonctionner différemment.

En même temps, nous le disons en tant qu'Alternatifs : notre horizon ne se limite pas au Front de Gauche car il existe dans la société ce que nous appelons des pratiques alternatives, des expérimentations autogestionnaires qui constituent, avec d'autres éléments comme les nouvelles formes de lutte, ce que nous disent les Indigné-e-s, Occupy, et les révolutions longues d'Amérique afro-indo-latine et du monde arabe, une nouvelle culture politique qui émerge.

Or, ces pratiques et ces expérimentations

(qui) préparent les ruptures nécessaires de ce que nous appelons le processus de révolution longue, (et) donnent une idée du projet alternatif et de la société de demain, et elles expriment une (cette) nouvelle radicalité hors champ politique et à l'extérieur du Front de Gauche : c'est déjà le cas aujourd'hui et ce sera encore le cas demain.

Et dans le regroupement pour lequel nous nous engageons ensemble, ce qui est en jeu, c'est précisément de regrouper la culture politique commune que nous portons ensemble, altermondialiste, féministe, écologiste, autogestionnaire et de s'ouvrir aussi à la nouvelle culture politique émergente que j'évoquais à l'instant.

Tout cela est complémentaire : nous pouvons faire le lien entre les acquis communs des traditions radicales du mouvement ouvrier au sein du Front de Gauche, ce que nous portons nous-mêmes -le regroupement en cours- de spécifique et enfin la nouvelle culture politique émergente.

C'est pourquoi j'apporterai une nuance par rapport à ce que disait Pierre avant moi : la culture politique de demain, qu'il a évoqué, existe déjà et elle a des racines, comme on l'a vu à l'Université d'Été des Alternatifs, dans le débat passionnant avec Charles Piaget et Elodie Groutsche sur les pratiques et les enseignements des luttes à caractère autogestionnaire menées autrefois par les Lip et aujourd'hui par les FRALIB.

Tenir compte de la crise de la politique et de sa représentation nous oblige à faire autrement en terme de force politique. Mais d'emblée, une question : avons-nous besoin d'une force politique ?

Samy l'a écrit dans une contribution avant le 15 juin et il a raison : on n'en a pas besoin pour lutter, pour se mobiliser, pas même pour amorcer le type de processus que nous appelons révolution longue...

Et pourtant, oui, nous avons besoin d'une force politique, en ce sens que c'est le type d'outil qui nous semble adéquat pour élaborer une synthèse et contribuer à un projet alternatif de société.

Pour ce faire, l'apport spécifique d'une force politique est indispensable : ni les associations ni les syndicats qui se constituent sur des bases sectorielles ne peuvent avoir cette fonction, même si leur contribution politique peut être très importante à un projet d'ensemble.

Mais on ne peut pas s'arrêter à cela. L'histoire du mouvement ouvrier comme celle de l'écologie politique, même si celle-ci est beaucoup plus courte et très récente, est faite de manipulation des structures associatives et



syndicales par les partis, et c'est un élément fort qui alimente la crise de la forme-parti et la crise de la représentation politique.

Nous devons rompre définitivement avec ces pratiques et ces conceptions -celles du parti-guide-, en contradiction totale avec la nouvelle culture politique émergente évoquée plus tôt et avec l'auto-organisation et l'autogestion. A l'inverse il faut prendre totalement à notre compte ce qui ressort de cette nouvelle culture politique : la soif de démocratie, l'aspiration à prendre ses affaires en mains, le refus des dominations et des hiérarchies, la volonté de réduire la délégation de pouvoir et la personnalisation, les exigences d'égalité des droits.

C'est dans ce sens que nous parlons de parti-mouvement : une force politique fonctionnant comme un mouvement, fait de souplesse, de principe fédératif, d'ouverture, de droit à l'expérimentation, de priorité au consensus pour les prises de décision, de pluralisme interne.

C'est d'ailleurs ce qui correspond grosso-modo à ce que nous avons proposé ensemble, en terme de fonctionnement transitoire, lors de la réunion nationale du 15 juin dernier !

Une force politique qui informe, qui anime, qui impulse mais qui ne prétend pas à diriger.

Une force politique qui fonctionne tel un mouvement mais qui assume l'aspect positif et le meilleur des partis ouvriers d'autrefois, d'où le terme de parti-mouvement : la mémoire, la synthèse, la socialisation et l'ancrage populaire, en lien avec un projet alternatif de société, « un parti de civilisation » et pas seulement de lutte des classes, pour reprendre les termes de Franz Mehring à propos de la social-

démocratie allemande du temps de son âge d'or. Une force politique qui ne néglige pas la présence institutionnelle mais qui accorde la priorité aux luttes et aux mobilisations sans lesquelles aucune transformation autogestionnaire de la société n'est possible.

En construisant une nouvelle organisation politique ensemble, nous devons prêter la plus grande attention à l'ouverture aux autres, dès le début de notre processus, cette ouverture qui permettra à celles et ceux qui ne sont pas membres d'une composante politique originelle d'être partie prenante au départ, ce qui est très différent de la vieille logique consistant à leur proposer de rallier un cadre déjà construit.

Et nous devons également donner à voir, dans notre fonctionnement et nos pratiques, de telle manière que les hommes et les femmes qui participent aux pratiques alternatives (sur le terrain de la production, de la consommation, de la culture...) et aux expériences autogestionnaires, le plus souvent méfiant-e-s vis-à-vis des structures organisées, se reconnaissent dans cette nouvelle organisation : celle-ci doit aussi être la leur.

Si nous en sommes capables, alors nous pourrions contribuer à relever un double défi, celui d'un double clivage auquel il faut mettre fin : la coupure entre le politique et le social d'une part et d'autre part, le clivage entre la culture de la gauche radicale dans ce qu'elle a de classique et cette nouvelle culture politique émergente, pour le dire autrement entre le vieux et le neuf. Le débat est amorcé : il devra être mené largement entre-nous, avant les assises de novembre ... et bien au-delà ! ■

Bruno DELLA SUDDA

## C'est quand qu'on va où ?

Un an et quelques semaines après l'arrivée de François HOLLANDE et des socialistes au pouvoir, les constats que nous pouvons faire sont sévères.

La rentrée de septembre se doit d'être chaude : il y a la question des retraites, et il y a aussi... le reste.

De notre discussion, retenons deux éléments conducteurs :

- Participer à toutes les «actions unitaires» qui auront lieu.

- Y développer autant que possible nos propres positions. S'il le faut, avoir une expression autonome en parallèle (dans le cadre des «Fronts Anticapitalistes» – à mettre en place dès septembre avec le NPA Albigeois, la FA et Alternative Libertaire + décroissants.

Ces positions peuvent se traduire par : «GLOBALISER».

Nous nous retrouvons dans la phrase d'Edgard MORIN: «Nos luttes parcellisées nous poussent vers une résignation générale»

Il nous semble nécessaire de rappeler que, à la question des retraites, sont fortement liées les questions de santé, de prévention, de conditions de travail, de durée de travail, de chômage, de logement, de ressources... et de rappeler également que si l'on ne traite pas ces questions ensemble, globalement, ce ne seront que des mesures partielles qui seront prises. C'est là une des tactiques du capitalisme pour maintenir sa domination !

Nous devons mettre en avant nos analyses et nos axes de lutte. En particulier :

- sur la Réduction massive du Temps de

Travail

- sur la mise en place d'une Sécurité Sociale Professionnelle

- sur (une réflexion à mener au sujet de) la mise en place d'un Revenu Social d'Existence et de façon générale sur la nécessaire déconnexion entre situation de salariat et revenus de vie.

Nous devons concrètement préparer tout cela : trames de tracts, de communiqués, d'interventions orales.

La stratégie qui apparaît ainsi en creux est celle qui est la nôtre depuis plusieurs mois et qui s'affine au fur et à mesure.

Participer à des Assises départementales, à côté de forces membres du Front de Gauche (et sans doute du NPA)

Rencontrer le NPA ainsi que les libertaires et des décroissants pour discuter de la mise en place de Fronts Anti capitalistes dans le Tarn. Se retrouver avec une bonne partie de ces forces (voire la totalité ? ? ) et quelques autres en plus pour défendre nos droits à la retraite...

Préparer la journée «Marinaleda 81» du 28 septembre à GRAULHET, avec des libertaires, des décroissants, des militants d'ATTAC et d'autres associatifs.

Sans oublier la lutte pour des alternatives à l'autoroute, le collectif NDDL 81 ou celui contre les boues de PAULINET... Nous y sommes présent-e-s au côté de forces diverses, avec lesquelles nous travaillons le plus souvent sans problèmes...

Nous devons continuer dans cette direction. ■

**Coordination  
Départementale des  
Alternatifs du Tarn**

# LE DÉBAT SUR L'ÉCO-SOCIALISME À L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Samedi 28 septembre, au Foyer Léo LAGRANGE à GRAULHET (Tarn),

le «Collectif MARINALEDA 81»\* organise sa 3ème journée d'information/réflexion.\*\*

Au menu cette année :

**Autogestion municipale ?**

**Démocratie directe ?**

**Démocratie active ?**

**Gérons collectivement notre commune autrement ... Et, si on le faisait ? Chiche ! D'autres le font déjà ...**

Des ateliers, des films, des forums, des stands tout au long de la journée.

Pour alimenter ces débats, quelques invités :

- Floréal ROMERO ;

*Le municipalisme libertaire de Murray BOOKCHIN*

- Jean Pierre PETIT-GRAS :

*Le communalisme des sociétés indigènes au MEXIQUE*

- Brigitte et Roger WINTERHALTER :

*Des responsabilités municipales à d'autres actions citoyennes ...*

- Richard NEUVILLE :

*Démocratie active et territoires en transition*

- Jean FALCO :

*Agenda 21 à AUCH*

En fin de journée, nous nous poserons ensemble la question : «*de quels projets pourrions-nous être porteurs dans nos quartiers, nos villes et nos villages ?* »

**POSSIBILITÉ DE RESTAURATION ET D'HÉBERGEMENT SUR PLACE**

**INFORMATIONS ET RÉSERVATIONS AU 05 63 58 46 88 OU MARINALEDA81@LAPOSTE.NET**

\*L'Altermondialiste, Confluences 81, ATTAC 81, Nature et Progrès, Radio Albige

\*\* Après la venue en 2011 de Juan Manuel SANCHEZ GORDILLO, maire de MARINALEDA et une journée consacrée aux Coopératives en 2012 (Coopérative Intégrale Catalane, Coopératives et autogestion en Amérique du Sud et au Mexique. .)

Roland Mérieux représentait les Alternatifs à l'UE du NPA et était invité à y contribuer au débat « L'écosocialisme en question(s) », avec Michael Löwy et Christine Poupin du NPA, des représentants de Alternative libertaire(AL), du Mouvement des objecteurs de croissance(MOC), de la Gauche anticapitaliste(GA) et du Parti de gauche(PG).

À la 5ième Université d'Eté du NPA à Port Leucate, en front de mer près de Perpignan, du 25 au 28 août 2013, l'objectif principal est de préparer une rentrée politique et sociale que l'on souhaite « contestataire et pleine de perspectives ». L'UE du NPA est aussi un lieu d'échange et de rencontres avec des acteurs du mouvement social et d'autres courants politiques ainsi qu'avec des militant-e-s anticapitalistes issu-e-s d'autres pays.

Alors que 1200 personnes participaient en 2009, le nombre en est revenu à l'époque de la LCR, avec quelques 650 personnes, jeunes et moins jeunes, ainsi que des parents avec leurs enfants. Dans une atmosphère décontractée mais studieuse, les présents prennent part à des ateliers et débats aux thématiques disparates. Autour des tables de la buvette, la nostalgie de l'époque plus fournie en nombre est à peine perceptible, tant les efforts pour que le NPA soit parti prenante de ce qui se passe à la Gauche de gauche sont manifestes. Le NPA est vigilant face au double risque : 1- de se voir exclu de la scène institutionnelle investie par le Front de Gauche - et ainsi relégué à un rôle proche de celui de LO - et 2- de ne pas être audible au niveau de ses choix politiques propres ni de ses priorités : l'internationalisme et le choix résolument anticapitaliste qui ne se

prête pas à la compromission. Suite à la défection de nombre de camarades de la GA, qui sont entrés au FDG au détriment de leur parti d'origine, l'amertume a pris le relais des réactions passionnées, semble-t-il. Le départ de la plupart des membres de la GA, ainsi que leurs choix politiques, est toujours critiqué et re-discuté dans les couloirs. On regrette que le dialogue entre la GA entrée au FDG et le NPA soit souvent difficile.

\*\*\*

Le débat « L'écosocialisme en question » a mobilisé près de 150 personnes ! Pour dire que l'écologie est un sujet qui interpelle de nombreux membres du NPA, même s'il bouleverse quelques prémisses des fondements idéologiques de la LCR, ceux-là même qui sont encore fortement le lit de la pensée au NPA.

L'organisation de la séance est présentée : les sept intervenants exposent le point de vue de leur organisation, puis le débat est ouvert (trois minutes par contribution, vu le nombre) et enfin la tribune donne des réponses aux questions et réagit à ce qui a été dit. Le tout en trois heures de temps.

Quelques artifices oratoires tendaient à situer les fondements de l'écosocialisme à l'époque de l'anthropocène, période qui aurait débuté à la fin du XVIIIème siècle et à partir de laquelle l'influence de l'Homme sur le système terrestre est devenue prédominante... Les intervenants se sont toutefois accordés à considérer que la prise de conscience de l'étendue dramatique de la crise écologique, dont les transformations climatiques ne sont qu'un volet, était ce qui avait conduit à rendre indissociables, chez les tenants

des thèses du socialisme, la pensée politique de la dimension écologique.

- Peut-on mener une politique environnementale compatible avec le « marché » ? Cette question conduit à identifier les responsables de la situation présente. Si l'intervenant du PG souligne que le souci premier doit être de combattre les personnes en position de pouvoir qui ont contribué à la situation présente, l'ensemble des autres forces présentes, souvent choquées par cette analyse, remet en cause le système capitaliste lui-même et prend toute la mesure de l'urgence à le combattre.

Le capitalisme mène nécessairement à des conduites aberrantes et dangereuses pour l'équilibre de la planète ; la mondialisation des finances et du commerce en est un exemple. Outre les avatars du capitalisme, on souligne aussi les limites de certains comportements liés à nos luttes politiques : le productivisme et la défense de l'emploi sont-ils toujours compatibles avec la défense de l'environnement ? Les 18 thèses pour l'écosocialisme du PG ont ici fait l'objet de controverse, en particulier de la part de Roland Mérieux qui a construit sa contribution au débat dans ce sens – même si sa contribution a pu paraître très critique, il faut reconnaître que l'ensemble des remises en questions énoncées ont été largement reprises et développées au cours du débat.

Le document de référence des nouvelles thèses écosocialistes, faible

sur plusieurs points, ne se dégage pas de la pensée ouvriériste, alors que la diminution massive du temps de travail est la première mesure qui peut tendre à diminuer les injustices sociales par le partage. Sur ce point, comme sur la nécessité de remettre en cause la propriété privée (en substituant le droit d'usage à la place du droit à la propriété), l'accord de la salle semble massif. La GA précise : « - L'idée naïve selon laquelle, en libérant la production des jougs du capitalisme, tout ira bien -idée qui est un de nos fondamentaux- est à revoir. » Pour avancer, elle propose de confronter nos thèses diverses à nos points de vue : peut-on, par exemple, prétendre à l'écosocialisme si on prône la défense civile par le nucléaire ?

On aura compris que le débat a rudement secoué le cocotier, en ces terres ensoleillées du sud. Tout est remis en question, par l'autocritique comme par le discours libéré des censures de bienséance. L'interpellation politique du monde du travail est remise en cause : il faut y adjoindre des considérants d'ordre écologique ; la logique républicaniste du PG est pointée du doigt et isolée à la tribune ainsi que dans l'assemblée. Dans le débat, la question de la laïcité ou de l'islamophobie, qui mène à controverse, est plusieurs fois nommée, l'associant à l'objet du débat...

Le double levier que constituent les projets alternatifs d'une part et l'émancipation humaine de l'autre, est déjà largement travaillé en amont dans chaque commission écologique des sept formations présentes à la tribune. Le MOC surprend toutefois à réfuter le terme « socialisme », même si à l'analyse de ses propositions, le socialisme, en tant que moyen pour tendre vers la société communiste, ne semble pas étranger à ses méthodes. Le projet décroissant du MOC, lui, interroge largement, et on ne se gêne pas pour le dire. En effet, les exemples fusent de ce qu'il faut faire décroître, certes, mais aussi de ce qu'il faut faire, par ailleurs, croître : le côté peu pédagogique du terme « décroissance » ne met toutefois pas à mal le projet dans sa globalité.

D'autres points de désaccord nécessiteront des confrontations plus approfondies. La question de la préservation de l'écosystème reste un sujet à débattre. Les « 18 thèses » semblent globaliser l'équilibre de l'environnement

en lui attribuant un fonctionnement en écosystème planétaire, alors qu'à l'analyse, les écosystèmes s'avèrent, pour d'autres, être locaux, s'imbriquant volontiers les uns dans les autres, disparaissant et se créant sans que l'équilibre global soit mis à mal, et ce depuis que la nature est nature. Il est aussi souligné que l'équilibre d'un écosystème ne dépend pas que de son fonctionnement intrinsèque. On en veut pour preuve les dégâts multiples causés par la catastrophe de Fukushima.

Les deux propositions laconiques : « solidarité et respect de l'environnement » renferment donc une foison de propositions dont l'intercompatibilité reste à démontrer. Si la nécessité de se libérer du texte des « 18 thèses » fait accord, les moyens en demeurent à discuter. De la proposition du PG de revenir avec une copie revisitée, à la récrimination de la plupart de produire un document plus largement collectif, de la proposition de changer le signifié du terme « écosocialisme » à celle de changer radicalement de substantif, de la volonté de certains de trouver ce qui fait réellement accord entre « nous » et du souhait d'autres de juxtaposer les propositions des uns et des autres dans leur diversité, les choses ne sont pas encore définies. Les contours mêmes de l'ensemble politique qui souhaite mener un combat cohérent autour d'actions liées à l'équilibre de la planète dans le respect d'une justice sociale restent à tracer.

Le PC n'était pas invité au débat pour « éviter les éventuels conflits avec une formation à dominante productiviste » a précisé le NPA. Il s'agissait d'avancer sur les contenus. Pourtant, si le but est de convaincre la population de la faisabilité du changement, il nous faudra commencer par les camarades qui nous sont proches assez rapidement !

On comprend à quel point la décision de nous réunir pour amorcer un travail constructif entre nous tous a été accueillie avec enthousiasme par ceux qui sont venus au débat ; le NPA pourra tirer le bilan de ce qu'il souhaite ou non travailler avec les forces représentées à la tribune. A minima peut-on espérer un rapprochement entre commissions écologie des diverses formations pour faire avancer la réflexion dans son ensemble ! ■

Veronika DAAE





# LA HAINE DE L'AUTOGESTION

## Nouveaux documents soviétiques sur l'écrasement du Printemps de Prague de 1968-1969

En 2010 est paru à Moscou en 2000 exemplaires seulement mais sans même que cette quantité ridiculement chiche soit sérieusement distribuée, un énorme recueil de documents en russe intitulé *La crise tchécoslovaque 1967-1970 dans les documents du Comité Central du PCUS*<sup>1</sup> bénéficiant du moment où Medvedev avait pris le pouvoir.

Ce recueil est très sélectif, occultant entre autres le rôle décisif du KGB et de son chef Andropov, comme j'ai pu le montrer dans un article<sup>2</sup>.

Par contre, on y mentionne pour la première fois les réactions soviétiques au mouvement social, à savoir aux syndicats devenus autonomes et aux conseils d'entreprise constitués à la base dans un tiers des entreprises<sup>3</sup>. Il s'agit d'une campagne d'envergure engagée après l'invasion soviétique du 21 août 1968, pendant la dernière période du gouvernement de Dubček, avant sa destitution par la force en avril 1969.



Josef Smrkovský

La direction suprême soviétique chargée des relations avec les pays satellites et leurs partis, à savoir Katouchév et Roussakov, relayée par les émissaires de la direction des «syndicats» soviétiques manœuvre à Prague avec les anciens dirigeants brejnéviens du syndicat officiel ROH, emmenés par un vieux cadre stalinien, ex-social-démocrate, Erban. Comme le montre un rapport de Roussakov du 29 janvier 1969, ils disposent de l'aide dite "confidentielle" du président de la république Svoboda et d'un dirigeant minoritaire du

Le 25 février, le BP soviétique, par le truchement de son ambassadeur, exige de la direction tchécoslovaque de remettre à plus tard le vote de la loi expurgée de ses provisions sur les conseils et de purger la direction des syndicats. Avec son double jeu habituel, le BP joint à cette injonction un post-scriptum, chargeant l'ambassadeur de dire «*au seul Husák*», leur homologue, déguisé jusqu'en avril -- quand il renversera Dubček -- en centriste loyal, que les instances slovaques qu'il dirige prennent «*une position dure*» sur ce sujet afin de ne pas permettre l'adoption de cette loi.

***"la généralisation de conseils d'entreprise ou de soviets de travailleurs et leurs droits énormes en matière de gestion priveraient le Parti Communiste de son rôle dirigeant dans l'économie de la société"***

*Lettre du BP Soviétique à Alexander Dubček*



Alexander Dubček

Sont ciblés le mouvement syndical, notamment les mineurs, sidérurgistes et métallurgistes qui avaient pris la défense du mouvement étudiant et de ses grèves contre l'occupation ainsi que leur porte-parole de fait, Josef Smrkovský, membre le plus radical du Comité Exécutif du Praesidium (l'équivalent du Bureau Politique/BP) du Comité Central/CC du PC Tchécoslovaque/PCT et vice-président de l'Assemblée Fédérale, bête noire des Soviétiques.

PCT, brejnévien caché, Štrougal. Leurs buts déclarés sont d'empêcher le vote imminent de la loi sur l'entreprise qui a l'aval des syndicats et qui légaliserait les conseils d'entreprise, d'interdire ces derniers et de changer la direction des syndicats.

Lubomír Štrougal



Gustav Husák

Dans leur message, les Soviétiques dénoncent la «*syndikalizatsia*» des ... syndicats (au sens russe de "profsoïouzy"/"unions professionnelles"), c'est-à-dire leur autonomie en matière de fonctionnement interne, leur libre orientation en matière économique et sociale et, singulièrement, l'orientation autogestionnaire du ROH.

Le 5 mars ils interviennent auprès de Dubček et de la direction du PCT pour s'opposer ouvertement au

projet de loi. Ils craignent tellement une "déviation yougoslave" qu'ils envoient le 11 mars «aux directions des CC» des partis-Etats est-allemand, hongrois, polonais, bulgare et mongol, une "information" à remettre par les ambassadeurs aux secrétaires généraux en personne. Elle contient deux documents largement consacrés à ce sujet. Il s'agit, d'une part, de l'adresse en question concernant le projet de loi. Elle est marquée «pour le Praesidium» et remise à Dubček, à son premier ministre Černík et à Husák (l'homme fort du parti slovaque) et à ses amis faux centristes et vrais comploteurs contre Dubček.

**Quand Dubček est renversé, les occupants soviétiques ne s'en prennent plus au «révisionnisme de droite» mais à «l'opportunisme et au révisionnisme de gauche», à ces «tentatives anarcho-syndicalistes».**

Smrkovský, pourtant membre du comité exécutif de ce même Praesidium et enfant chéri des syndicats et de l'opinion publique, est systématiquement tenu à l'écart dès novembre, comme le sont les complices déclarés des Soviétiques, même ceux qui figurent encore au Praesidium. On y dit que le projet de loi en général, et en particulier la légalisation et la généralisation de «conseils d'entreprise ou de soviets de travailleurs» (sic) et «leurs droits énormes en matière de gestion priveraient le PCT de son rôle dirigeant dans l'économie de la société». Pour Moscou, ce projet «menace les fondements de l'économie socialiste», conduisant à «imposer la propriété de groupe (...), réduisant au minimum le rôle de l'Etat dans la direction de l'économie.

Cette information aux chefs des pays satellites inclut d'autre part une "adresse" à Dubček également rédigée le 5 mars et dont la teneur avait été communiquée aux destinataires du document précédent ainsi que, cette fois, aux ultras de la direction (les agents de Moscou Bilak, Indra, Lenart, Jakeš), mais toujours pas à celui qui en est la cible principale au niveau de la direction, à savoir Smrkovský.

On y dénonce le manque de contrôle du

PCT sur les syndicats et organisations de masse, «surtout sur les organisations de jeunesse», ce qui, d'après Moscou, conduit à ce projet de loi «anti-socialiste» qui doit être combattu «avant le congrès [ imminent ] des syndicats». Le texte affirme qu'après le «danger de droite» dénoncé en novembre et en janvier, c'est maintenant le «danger de gauche qui est le danger principal dans les réunions, en particulier celles des associations professionnelles des intellectuels, dans les congrès de branche des syndicats<sup>4</sup> et dans les organes des médias».

Effectivement, de décembre 1968 à avril 1969, quand Dubček est renversé par les affidés de Moscou dirigés en sous-main par l'agent «dormant» Husák, la polémique des occupants soviétiques ne s'en prend plus au «révisionnisme de droite» ( dont sont taxés en général les intellectuels réformateurs) mais à



«l'opportunisme et au révisionnisme de gauche», à ces «tentatives anarcho-syndicalistes».

C'est ainsi que le rapporte encore en 1986 --alors que Gorbatchev est au pouvoir en URSS depuis plus d'un an et lance les "kooperativy", nouveau type de propriété-- l'historien officiel (tchéco) slovaque, spécialiste bien «cadré<sup>5</sup>» des relations soviéto-tchécoslovaques, Jaromír Slušný dans la revue historique officielle de son pays. Pour preuve, il cite la Pravda de Moscou du 4 mars 1969 qui publie, à la veille du congrès du syndicat unique tchécoslovaque ROH non encore "normalisé", un article intitulé «La lutte de V.I.Lénine contre l'anarcho-syndicalisme» d'un certain S.Titarenko qui affirme que les «idées des forces de droite» sur l'indépendance « des syndicats ne sont que la reprise des idées de l'opposition ouvrière<sup>6</sup> » [les guillemets entourant les mots indépendance et

opposition ouvrière sont de Titarenko]. Ce sont là, selon ce dernier, des idées «ouvertement ennemies et anti-socialistes».

Pour lui et à travers lui pour la direction soviétique s'exprimant officiellement par la Pravda, les entreprises ne sauraient devenir «la propriété des collectifs de producteurs» car ce serait le «retour vers ... le capitalisme».

Et c'est bien la suspension sine die de la discussion du projet de loi sur l'entreprise qui sera une des toutes premières mesures prises par Štrougal au nom du gouvernement tchèque (la partie tchèque du pays concentrant 90% des conseils d'entreprises) après le 17 avril, date de la chute de Dubček.

C'est ce même Štrougal qui avait fait encercler ce jour-là le Château de Prague, siège du pouvoir par ses hommes de la police politique -- qu'il connaît bien pour avoir été ministre de l'intérieur et chef de la "milice populaire" quelques années avant le Printemps de Prague-- et ce, pour s'assurer que le CC du parti démette bien Dubček qui, comme les conseils, luttait à mains nues. Il faudra attendre le 5 mai 1972 pour que le Conseil Central des syndicats "normalisé" condamne les conseils d'entreprise comme «passage à la liquidation de la propriété sociale globale».

On voit bien que le rejet absolu des conseils de travailleurs est une des pièces centrales du modèle soviétique dont les Tchécoslovaques voulaient se libérer en 1968-1969 et qui leur a été ré-imposé de force, déconsidérant gravement à l'avenir les idées d'émancipation sociale. ■

**Vladimir-Claude Fišera**

1. coll. éd. ROSSPEN et Fondation Eltsine, 1152 pages

2. «Quand Moscou entrouvre ses dossiers ... in Bulletin, Amitié Franco-Tchécoslovaque, 2012, n°5, pp. 2012.

3. voir là-dessus V.C.Fišera, Prague, la révolution des conseils ouvriers 1968-1969, Seghers/Laffont, «Mouvements pour l'autogestion en Europe du Centre et de l'Est» in collectif Lucien Collonges, Autogestion, hier, aujourd'hui et demain, Syllepse, 2010 et «Le printemps et l'automne autogestionnaire de Prague» in sld. Guillaume Davranche, L'autogestion, une idée toujours neuve, éd. Alternative Libertaire, 2010).

4. on fait allusion ici sans les nommer aux récents congrès des mineurs et des métallurgistes,

5. «kadrovan», nomenclaturé/sélectionné



## LECTURES ESTIVALES



## HENRI ALLEG

l'honneur du journalisme

**H**enri Alleg est mort le 17 juillet à Paris. Il avait 91 ans. Né à Londres dans une famille d'origine juive, Harry Salem deviendra Henri Alleg, son nom de plume. De février 1951 à juillet 1955 (la guerre d'indépendance algérienne est commencée depuis neuf mois) il dirige le journal communiste « Alger républicain » jusqu'à l'interdiction du quotidien. En 1957, année marquée par la bataille d'Alger, il est arrêté et torturé par les parachutistes du général Massu et, en 1960, il est condamné à 10 ans de travaux forcés en France. En 1961 il réussit à s'évader et rejoint Alger où il publie à nouveau « Alger républicain » jusqu'au sabotage du quotidien quand le président Ben Bella est chassé du pouvoir par le coup d'Etat de 1965. Rentré en France il collabore à « L'Humanité » de 1966 à 1980.

De sa terrible expérience dans les geôles des « paras » de Massu il tire un livre paru en 1958, « La Question ». Aussitôt sorti de l'imprimerie l'ouvrage est saisi. Toutefois son impact dans l'opinion publique (il est distribué clandestinement) en particulier franco-algérienne suscitera une forte émotion en mettant sous la lumière crue du témoignage des méthodes dignes de la gestapo.

Henri Alleg a été inhumé au cimetière du Père-Lachaise à Paris le 29 juillet en présence notamment du secrétaire national du Parti communiste Pierre Laurent. En lui rendant hommage il a souligné que son nom « restera irrémédiablement synonyme de justice, de courage et de vérité » Ajoutons qu'il est aussi l'un de ceux qui honorent le journalisme. ■

Francis LORIDAN

**L**a tenue des Estivales du Front de Gauche à St Martin d'Hères les 24 et 25 août a été polarisée par les premiers éléments de la rentrée politico-sociale, la surenchère sécuritaire et xénophobe estivale de Valls en sinistre apéritif, et au menu, les mauvais coups préparés par le gouvernement sur les retraites... sans oublier le débat interne au Front de Gauche sur la tactique électorale pour le scrutin municipal de 2014. Sur ce dernier point, la tension est bien réelle et les média n'ont pas manqué de répercuter les petites phrases des représentants du PG et du PCF

Pour autant, les Estivales ne sont pas réduites à cela : elles ont aussi été l'occasion de débattre et de confronter points de vue et questionnements sur de très nombreux sujets, politiques et sociaux mais aussi sociétaux, avec de nombreux et nombreuses intervenant-e-s issu-e-s du monde syndical et associatif, de la recherche et

de la culture ou du mouvement altermondialiste

Ces débats se sont déroulés dans près de 80 ateliers dont plusieurs ont brassé des thèmes de portée stratégique pour le Front de Gauche, ouvrant de fait une réflexion sur le fond, bien au-delà du programme électoral « L'Humain d'abord » de 2012. C'est un élément très positif, surtout s'il donne lieu à une suite permettant de prolonger et de socialiser cette réflexion dans l'ensemble du Front de Gauche et plus largement encore

Les deux notes de lecture qui suivent peuvent aussi alimenter la réflexion : toutes les deux concernent le Front de Gauche à travers le regard d'Eric Coquerel sur la courte histoire du Front de Gauche et le document de portée stratégique et programmatique adopté par le congrès du PCF au printemps dernier, intitulé « L'Humanifeste » ■

Bruno DELLA SUDDA  
et Arthur LEDUC

## AU COEUR DU FRONT DE GAUCHE

**P**ublié fin 2012, ce livre retrace le chemin qui a mené à la naissance du Front de Gauche en 2009, d'un poste d'observation privilégié : Eric Coquerel est aujourd'hui secrétaire général du PG, après avoir été partisan et acteur d'un processus de recomposition à gauche dès son départ de la LCR en 2003.

Ce processus est double car il repose en permanence sur deux éléments complémentaires et l'auteur s'en explique clairement : ce processus a conduit parallèlement à regrouper d'une part la gauche républicaine dans un

parti -le PG-, et à rassembler d'autre part l'essentiel des forces de la gauche antilibérale dans une large alliance -le Front de Gauche

L'intérêt du propos est d'inscrire le Front de Gauche dans une continuité politique et dans un lien étroit avec l'approfondissement de la crise du capitalisme. Une continuité politique à travers le parti pris de ce processus de recomposition à la gauche du PS, un processus dont l'auteur a le souci de rappeler les étapes une par une, avec l'ensemble des composantes et des acteurs et actrices à l'œuvre, sans oublier personne. Les Alternatifs y



son sont donc régulièrement cités dans le second élément du processus, celui du rassemblement, avant même qu'il se cristallise -d'abord de manière partielle avec 3 composantes puis de manière plus large avec 9 composantes- sous la forme du Front de Gauche

Ainsi, l'Appel Ramulaud dès 2003 préfigurait l'alliance large de toute la gauche antilibérale au coeur de la campagne unitaire et citoyenne du TCE en 2005, et son prolongement à travers les collectifs antilibéraux en 2006. E. Coquerel revient sur le caractère désastreux de l'éclatement de la gauche antilibérale fin 2006 à l'approche des élections présidentielles de 2007, en rappelant la position complexe qui est alors la sienne : il est à la fois plus proche sur le plan programmatique -y compris hélas sur le nucléaire- du PCF que de la gauche alternative mais il refuse, aux côtés de la gauche alternative, la candidature Buffet que tente d'imposer le PCF et qui sera l'élément déclencheur de cet éclatement. Pour l'auteur, c'était, à juste titre, « une erreur de réduire l'héritage du 29 mai (date de la victoire du "Non" en 2005) potentiellement majoritaire à gauche au seul PCF »

L'échec cuisant de la gauche antilibérale divisée entre plusieurs candidatures (Buffet, Bové, Besancenot) à ce scrutin présidentiel, combiné au caractère droitier de la campagne de Ségolène Royal -sans réelle pression sur sa gauche-, amènera les diverses composantes à surmonter les rancœurs et à retisser des liens dans l'optique d'un nouveau rassemblement. L'appel unitaire de Politis en 2008 va jouer le rôle d'accélérateur dans ce sens, et préfigurer aux yeux de l'auteur, ce que sera le lancement du Front de Gauche, au moment où la crise capitaliste sous sa forme financière rend plus que jamais nécessaire, pour E. Coquerel, un programme de rupture. Parallèlement, l'auteur raconte l'autre volet du processus de recomposition : celui qui mène au regroupement de la gauche républicaine à travers la création du PG, tandis que de son côté et séparément du rassemblement de la gauche antilibérale, la LCR va s'auto-dissoudre et lancer seule le NPA. Au travers de cette genèse du Front de

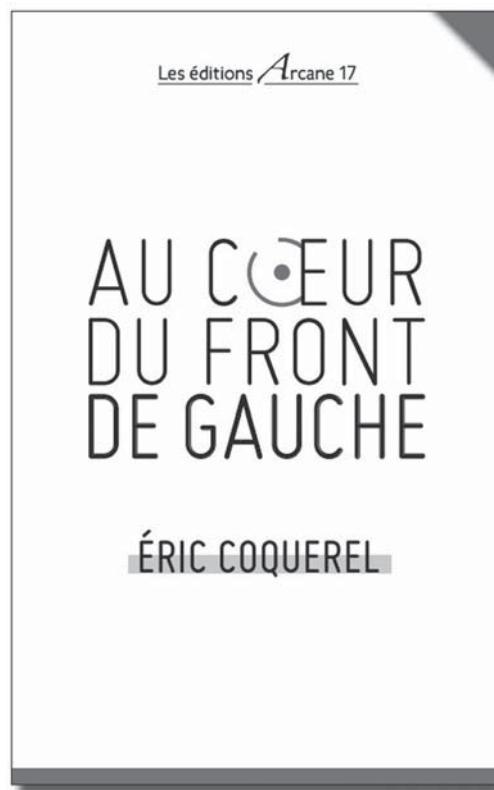
Gauche, on ne saurait reprocher à l'auteur de considérer qu'il existe une continuité entre la campagne de 2005 et la création de ce dernier. Mais c'est un peu court : cette campagne n'était pas seulement unitaire, elle était aussi et tout autant une campagne citoyenne basée sur l'existence de très nombreux collectifs unitaires dans les communes petites et grandes dans tout le pays, avec l'engagement majeur de structures syndicales, associatives et altermondialistes et, une première prometteuse, d'hommes et femmes sans appartenance politique aux initiatives multiformes. C'est ce qui a fait sa richesse, son foisonnement original et

Du coup, on comprend mieux que la recherche début 2007, indépendamment du futur résultat électoral de Bové, d'une candidature différente et issue du mouvement social et altermondialiste, n'ait pas eu de sens aux yeux d'Eric Coquerel. Il est incontestable que la campagne présidentielle de J.L. Mélenchon en 2012 s'est située, en terme d'impact et de résultat, à une tout autre échelle que la campagne Bové de 2007.

Mais si la continuité entre la campagne sur le TCE de 2005 et la campagne présidentielle du Front de Gauche en 2012 est réelle sur le plan politique, il faut relativiser la comparaison de leur dynamique citoyenne respective : extraordinaire en 2005, beaucoup plus modeste en 2012 -malgré le très grand succès des rassemblements et des meetings- comme l'atteste la difficulté du Front de Gauche à pérenniser les assemblées citoyennes et à ouvrir les portes du FdG aux non-encartés. Lorsqu'il relate la naissance du Front de Gauche et ses premiers pas électoraux à travers la mise en place des campagnes régionales (2010), cantonales (2011) puis sénatoriales, l'auteur le fait sans rien dissimuler des difficultés dans les négociations avec le PCF... avant de souligner non sans raison que le bilan en est cependant positif, d'abord sur le plan des résultats électoraux, et surtout parce qu'une autre gauche, distincte et autonome du PS, s'affirme désormais dans le paysage politique à une échelle de masse, au moment où ailleurs en Europe des alliances de la gauche radicale, antilibérale et anticapitaliste, émergent ou s'affirment également lors des élections.

Enfin, un chapitre entier revient sur le déroulement et les temps forts du succès de la campagne «belle et rebelle» de Jean-Luc Mélenchon aux élections présidentielles de 2012, dont l'éclat rend d'autant plus nette, et l'auteur le reconnaît humblement, la difficulté au même moment de la tentative de campagne contre le vote du MES (Mécanisme de stabilité européen), dont l'écho est resté faible.

De manière générale, le livre ne tombe jamais dans la langue de bois : c'est l'écrit d'un militant attaché à l'unité de



sa dynamique particulière. Une caractéristique citoyenne que l'on retrouvera, à une échelle bien plus réduite et sans dynamique électorale, il est vrai, au travers de la campagne présidentielle de José Bové... dont Eric Coquerel reconnaît bien volontiers qu'il supporte mal les justifications d'alors, consistant à mettre en avant une candidature non-issu d'une force politique. On raccordera cette appréciation au fait que, grisé par le succès initial du lancement du PG et de la campagne présidentielle de J.L. Mélenchon en 2012, Eric Coquerel ne dit mot de la crise de la politique et de sa représentation, éléments pourtant essentiels de la crise démocratique.

toute la gauche de transformation sociale et écologique, un peu à la manière d'un journal de bord, dans lequel on apprend également que le petit courant qu'il a un temps animé, le MARS, n'était pas exactement sur la même longueur d'onde que PRS -animé par JL Mélenchon lorsqu'il était socialiste- sur une question majeure : la conception de l'Union Européenne, et en corolaire sur la question du processus constituant à l'échelle de l'UE. Une question toujours sur le tapis -sur laquelle E Coquerel estime qu'en se regroupant dans le PG, un accord de la gauche républicaine sur ce point a été trouvé-, une question qui sera brûlante dans les mois qui viennent, lorsqu'il faudra débattre des orientations précises que le Front de Gauche devra arrêter dans sa préparation du très important scrutin européen de 2014.

Sur cette question, E Coquerel défend sans fard une option national-républicaine, selon laquelle la nation et le peuple précèdent l'Etat dans l'histoire, ce que démentent les travaux d'historiens fidèles au matérialisme historique tels qu'Ernest Gellner ou Eric Hobsbawm qui montrent exactement l'inverse, et aboutit à la conclusion selon laquelle un processus constituant ne se justifie pas à l'échelle européenne puisqu'il n'existe pas, selon E Coquerel, de peuple européen à ce jour...

Autre point de divergence, lié à cette vision national-républicaine : il concerne la question de la citoyenneté de résidence, à laquelle les Alternatifs sont tant attachés : l'auteur rappelle, dans une interview à l'hebdomadaire « Le Patriote » (ex-hebdomadaire du PCF des Alpes-Maritimes) en février dernier, qu'il est hostile à l'extension du droit de vote aux résident-e-s étranger-e-s en général. Nul doute que ce débat-là aussi rebondira dans les temps qui viennent entre la gauche républicaine et la gauche alternative. ■

BDS

AU COEUR DU FRONT DE GAUCHE  
Eric Coquerel, collection Ecrits politiques, éditions Arcane 17, 2012

# IL EST GRAND TEMPS DE RALLUMER LES ÉTOILES

**E**n février 2013, le 36ème congrès du PCF adoptait très largement un texte programmatique et stratégique intitulé *Il est grand temps de rallumer les étoiles*. Humanifeste du Parti communiste à l'aube du siècle qui vient. Ce texte, organisé en trois parties (projet, stratégie et avenir du PCF), permet de faire le point sur certaines évolutions politiques que connaît le PCF depuis une vingtaine d'années.

De nombreux points seraient à débattre sur les questions de stratégie (2ème partie : « la révolution citoyenne ») ou sur la conception du parti (3ème partie : « un nouvel élan pour le PCF »), questions toujours importantes et toujours en lien étroit avec le projet.

Mais dans cette courte note de lecture le choix est fait de se concentrer sur quelques aspects de ce projet (1ère partie : « le choix radical de l'humain ») qui permettent de cerner des évolutions positives et notamment sur les questions d'égalité et de discriminations.

Disons d'emblée que l'Humanifeste affirme la nécessité de la rupture avec le capitalisme pour sortir de la crise actuelle. Crise actuelle qui est analysée, à juste titre, comme une crise systémique, une crise de civilisation aux dimensions multiples : crise économique et sociale, crise écologique, crise démocratique et crise géopolitique. Cette analyse, qui marque une ouverture certaine vers de nouvelles thématiques mais sur laquelle les avancées écologiques sont nettement insuffisantes -à commencer par l'incapacité à remettre en cause le nucléaire-, introduit la partie programmatique du texte.

Plus précisément, l'Humanifeste est marqué par la présence de thèmes qui jusqu'à récemment étaient considérés comme secondaires dans les textes du PCF. Ainsi, la question féministe y est abordée

en faisant le lien entre exploitation capitaliste et domination patriarcale mais aussi en affirmant l'autonomie de l'oppression patriarcale. Il n'y a donc plus de centralité de la question sociale mais une multiplicité de formes de domination et de fronts de lutte. Ce type d'évolutions a d'ailleurs eu une traduction politique précise dans la position très claire du PCF sur le « mariage pour toutes et tous », chose impensable il y a quelques décennies, époque à laquelle la façon d'aborder les questions sociétales formait un clivage majeur entre le PCF et la gauche radicale et autogestionnaire dont les Alternatifs sont les héritiers.

Dans le même sens, la prise de position sans ambiguïté pour la citoyenneté de résidence dans *l'Humanifeste* (et pas seulement le droit de vote pour les étranger-e-s aux élections locales comme dans *l'Human d'abord*, programme du Front



IL EST GRAND TEMPS DE RALLUMER LES ÉTOILES,  
L'humanifeste du Parti communiste français, éditions  
Arcane 17, 2013

de Gauche en 2012) marque une avancée majeure dans les conceptions du PCF sur la communauté politique, la République et la Nation.

C'est particulièrement visible dans la manière d'aborder la laïcité, une laïcité qui refuse d'exclure, une laïcité qui refuse de servir de prétexte à l'islamophobie et au repli nationaliste. Il y a tout lieu de se réjouir d'une telle avancée.

Ces évolutions sont donc importantes si on les replace dans l'histoire du PCF et sont positives dans la perspective des futurs débats sur les questions sociétales dans le Front de Gauche et plus largement dans l'ensemble de la gauche de transformations sociale et écologique. Mais elles connaissent aussi des limites, notamment sur la question de la République, ce qui n'est d'ailleurs pas spécifique au PCF puisque c'est aussi le cas dans une partie de la gauche radicale.

Ainsi, même si le PCF aborde dans son texte de congrès la République de manière plus ouverte que la gauche républicaine et que certains secteurs de la gauche radicale et ébauche une analyse de son héritage colonial, l'impensé colonial de la République française et ses effets très réels pour les populations des quartiers populaires et les populations issues des immigrations postcoloniales ne sont pas prises en compte à leur juste mesure. Toutes choses pourtant essentielles pour une politique de l'égalité des droits et une véritable lutte contre toutes les discriminations, sans lesquelles il sera impossible de construire l'unité populaire. ■

# TAHITI :

## Orpheline et malade

### La pollution nucléaire

L'arrivée du CEP (Centre d'Expérimentation du Pacifique) au début des années 1960 a transformé Tahiti, saccagé son environnement, bouleversé son économie et sa société.

*En 1974, les retombées de plutonium sur Tahiti ont provoqué une dose radioactive de 500 fois la concentration admissible*

Les nombreux essais nucléaires entre 1966 et 1995 sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa, ont provoqué une immense

pollution radioactive dissimulée par les militaires.

Maintenant que les secrets-défenses tombent, les informations sont progressivement divulguées.

On a ainsi appris qu'en 1974, les retombées de plutonium sur Tahiti, située à plus de 1 000 km de Mururoa, ont provoqué une dose de ce produit radioactif de 500 fois la concentration admissible<sup>1</sup>.

On sait maintenant qu'entre 1966 et 1974 ce ne sont pas 149 retombées radioactives qui ont eu lieu mais 368<sup>1</sup>, que 800 kg de plutonium ont été perdus dans la nature<sup>2</sup>, qu'énormément de déchets radioactifs, y compris des

avions et des navires, ont été coulés au fond de l'océan Pacifique.

Or, la Convention de Londres de 1972, signée par la France, interdit le déversement de déchets radioactifs dans les mers.

On sait maintenant que le lait produit et consommé à Tahiti entre 1966 et 1974 était impropre à la consommation car il contenait une dose importante d'iode radioactive.

Si à partir de 1974, les essais nucléaires ont eu lieu sous terre, la pollution radioactive a continué de s'accumuler. En effet, les cavités d'explosion comportaient des fuites.

J'ai rencontré à Papeete un homme qui, en tant qu'appelé, a assisté à un tel essai. Il me dit avoir vu jaillir une gerbe d'eau au moment de l'explosion nucléaire, réalisée en-dessous du lagon de Mururoa.

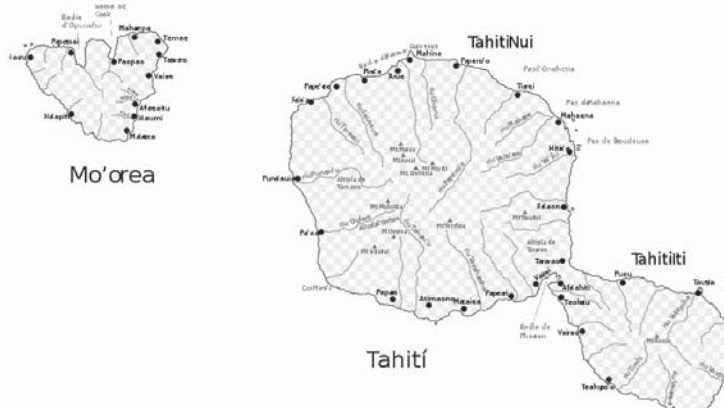
Aujourd'hui, les sous-sols des atolls de Mururoa et de Fangataufa contiennent énormément de résidus radioactifs. Quand vont-ils s'échapper?

Si à Tahiti, la radioactivité est maintenant normale, la consommation de poissons et de crustacés est interdite sur les atolls susnommés. Les barrières de corail de ces atolls sont

largement endommagées. L'atoll de Mururoa comporte des fissures.

### La mutation économique due au nucléaire

La mutation nucléaire a entraîné l'afflux d'Euro-





# de la bombe atomique

péens, dont le nombre a quintuplé entre 1962 et 1970<sup>3</sup>. Elle a nécessité la construction de nombreuses infrastructures à Tahiti et au large des atolls : aérodromes, ports, bases militaires, cités dortoirs, hôpitaux, blockhaus... Pour réaliser ces travaux liés directement aux essais, les autorités françaises ont recruté les populations polynésiennes qui ont alors déserté leurs activités agricoles : 85% des travailleurs agricoles ont quitté leur activité<sup>3</sup>.

En 1966, le CEP occupe le quart de la population active<sup>3</sup>. Cette année-là, les dépenses publiques ont représenté 98% du PIB<sup>3</sup>.

C'est à ce moment que les productions agricoles polynésiennes chutent : les ventes de coprah baissent de 36% en trois ans<sup>3</sup> ; les productions de vanille et de sucre chutent respectivement des trois quart et des deux tiers<sup>3</sup>.

C'est surtout durant cette période que Papeete a connu un grand afflux de populations provenant de toutes

les îles de la Polynésie française, qui s'étendent sur une surface maritime égale à 9 fois la France mais dont les terres émergées ne représentent que la moitié de la superficie de la Corse<sup>3</sup>.

De 1956 à 2013, la population de la capitale de la Polynésie française est passée de 29 000 à 130 000 habitants<sup>4</sup>. Elle concentre aujourd'hui 80% des emplois de ce Pays d'Outre-mer<sup>4</sup>. Dans le même temps, la population de ce dernier est passée de 76 000 à 260 000<sup>4</sup>.

Durant la période du CEP, les rémunérations publiques ont été multipliées par 10 et celles du privé par 5<sup>3</sup>. Les populations locales sont ainsi entrées dans la société de consommation. Ce fait et le délaissement des productions locales ont eu pour conséquence la chute de la part des productions locales : le taux de couverture est ainsi passé de 75% en 1960 à moins de 10% par la suite<sup>3</sup>.

Depuis la période du CEP, l'économie

de la Polynésie française est devenue très dépendante financièrement de la France. En effet, annuellement, elle reçoit 175 milliards de francs pacifique<sup>5</sup> (soit 1,4 milliards d'euros, soit 5 384 euros par habitant !). Ces transferts financiers sont affectés notamment à la rémunération des fonctionnaires d'État qui gagnent 55% de plus qu'en France<sup>6</sup>. Ils représentent 55% des ressources du gouvernement polynésien<sup>5</sup>, les fonctionnaires territoriaux ayant des salaires 32% supérieurs à leurs homologues français<sup>6</sup>. Le pouvoir d'achat élevé des fonctionnaires entretient l'essentiel du reste de l'économie, mais est la cause de la cherté des prix. Enfin, il explique pourquoi beaucoup de Polynésiens souhaitent devenir fonctionnaires..

## Une économie orpheline du nucléaire

Si le climat de Tahiti attire les touristes, ses prix les font fuir. Ainsi, depuis 2001, le nombre de touristes s'est réduit de 36%<sup>1</sup>. De grands hôtels ont fermé.

Comme ailleurs, l'économie subit une crise depuis 2008 : en cinq ans, le nombre de salariés s'est réduit de 8 600<sup>1</sup>. Depuis 2007, les achats d'automobiles ont baissé de 66%<sup>1</sup>. Les augmentations d'impôts directs et indirects, prévus pour équilibrer les comptes, ne vont rien arranger.

Orpheline des essais nucléaires, Tahiti connaît un chômage massif. Son taux de chômage serait entre 20 et 30%<sup>6</sup>. Or, en Polynésie française il n'y a ni indemnités de chômage, ni RSA. C'est la solidarité familiale qui tente de les remplacer. Cette situation explique l'important engagement des jeunes dans l'armée française. Elle explique aussi la présence de SDF et de squats.



Entre le premier essai atmosphérique nucléaire français en Polynésie (« Aldébaran », après 17 essais atmosphériques en Algérie), le 2 juillet 66, et le dernier essai souterrain (en 96), l'état français aura procédé en Polynésie à 46 essais nucléaires aériens et 146 essais souterrains.

Durant mon séjour la police à expulsé les 23 familles qui squattaient un grand hôtel abandonné de Papeete.

Les responsables de la CSIP (Confédération Syndicale Indépendante de Polynésie) m'ont dit que le pays connaît régulièrement des grèves ponctuelles concernant les salaires et les conditions de travail. Durant mon séjour, ce sont les salariés de l'entreprise Newrest, gérant les restaurants de l'aéroport, qui étaient en grève sur ces sujets.

### Le mouvement indépendantiste

Les conflits sociaux peuvent aussi avoir une connotation culturelle.

Durant mon séjour, j'ai assisté à une marche contre la construction d'une prison et d'un élevage industriel de poulet à Papeari.

Le problème de la propriété de la terre, né avec la colonisation, est sous-jacent à ce conflit. Même si la question ethnique est moindre qu'en Nouvelle-Calédonie, elle se pose en Polynésie française

L'occupation de Tahiti par l'armée française en 1842 a provoqué des résistances et une guerre entre 1844 et 1848. Le mouvement indépendantiste actuel est né dans les années 1950. Il a obligé les autorités françaises à accepter le statut d'autonomie établi en 1984. Par ce statut ont été créé un gouvernement local et une Assemblée territoriale.

Ainsi, certaines institutions sont indépendantes de celles de la France. C'est le cas de la Poste. Certaines lois françaises, comme celle des "35 heures" ou les lois fiscales, ne s'appliquent pas en Polynésie.

Depuis l'acquisition de l'autonomie, une université a été créée à Tahiti en 1987.

Dans l'archipel des Australes, l'agriculture n'a débuté que dans les années 1980. Dans celui des Marquises, on continue de vivre essentiellement de la pêche et de la cueillette.

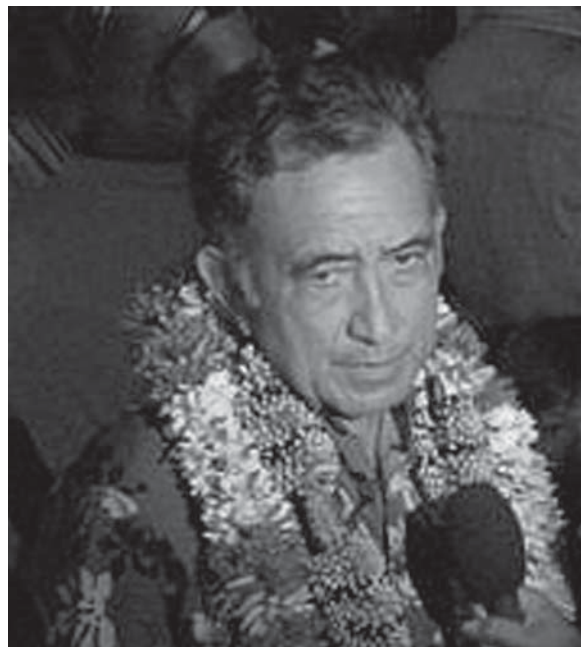
Chacun des archipels constituant la Polynésie française a sa propre langue.

À Tahiti, si le français est très répandu, 20% de la population s'exprime en premier lieu la langue tahitienne<sup>4</sup>.

Dans les interventions des manifestations auxquelles j'ai assisté, le tahitien était plus utilisé que le français. Aujourd'hui, le tahitien est enseigné dans les établissements scolaires.

Si longtemps les programmes d'histoire-géographie ont été ceux de la France, aujourd'hui on s'achemine vers des programmes centrés sur la Polynésie et l'Océanie.

La marginalisation d'une part de plus en plus grande de la population depuis le départ du CEP, les discriminations envers les Polynésiens à l'embauche pour les postes à responsabilité, l'existence d'une culture propre, la gestion calamiteuse des dégâts des essais nucléaires et la distance géographique avec la France ont entretenu un courant indépendantiste qui s'est concrétisé, à partir de 2004, par certains succès électoraux du parti indépendantiste Tavini Huiraotiva.



Oscar Temaru

le projet économique de Tavini Huiraotiva est basé sur la mise en valeur des ressources naturelles du pays (agriculture, pêche...) et la coopération entre les citoyens. Il rejette le consumérisme. Il entrainerait l'arrêt des transferts financiers en provenance de la France.

Bien que l'opinion ne soit pas prête à l'application de ce programme, Oscar Temaru, le leader de Tavini Huiraotiva a obtenu de l'ONU la demande d'organisation d'un référendum d'autodétermination. À ce vote de l'Assemblée générale de l'ONU, le Ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius s'est plaint de l'ingérence de l'ONU alors que la France s'ingère constamment dans la politique de nombreux pays à commencer par le Mali

### Quand le consumérisme l'emporte sur l'écologie

Comme le programme de Tavini Huiraotiva a une connotation écologique, il est logique que ce parti se soit associé au parti des Verts aux élections et dans un gouvernement dont la durée fut éphémère.

Mais le leader de ce parti, Jacky Bryant, ancien ministre de l'environnement, que j'ai rencontré, regrette que les Polynésiens n'aient pas un esprit écologique. Aliénés par la société occidentale, ils aiment se montrer dans les supermarchés,

**Tāvini Huira'atira nō te Ao Mā'ohi-F.L.P.**

**(serviteur du peuple polynésien - Front de libération de la Polynésie**

Selon le responsable de ce parti, l'indépendance signifie d'abord « être maître chez soi ».

Pas précisément anticapitaliste,

apparaître au volant d'une grosse bagnole. Le fait que les enfants préfèrent les jus de fruits importés aux jus naturels relève du même conditionnement consumériste. Cet état d'esprit explique en bonne partie le succès électoral de Gaston Flosse, leader de la droite pro-française, aux dernières élections territoriales de 2013, et ce malgré les casseroles juridiques qu'il traîne.

Au niveau écologique, en plus des problèmes résultants des essais nucléaires, Tahiti est touché par la montée des eaux marines. Si celle-ci se poursuit au rythme actuel, l'aéroport de Faa'a sera, dans les trente prochaines années, inondé. Alors que cette montée est provoquée par la consommation des énergies fossiles via le réchauffement climatique, Jacky m'explique que la Polynésie française a un important potentiel d'énergies renouvelables (éolienne, solaire, hydraulique, géothermique) non mis en valeur. Par exemple, Tahiti est constituée de deux anciens volcans placés côte-à-côte, à la périphérie desquels 184 000 habitants vivent aujourd'hui(4).

### Les conséquences sanitaires de la bombe

Le 2 juillet, la manifestation annuelle antinucléaire de Papeete commémorant le premier essai nucléaire de 1966, regroupait les militants antinucléaires, écologistes indépendantistes et syndicalistes. En 1995, année où le Premier ministre français, Jacques Chirac avait décidé de reprendre les essais nucléaires, cette manifestation avait été massive : 3 000 manifestants selon Jacky. À cause de cette reprise, Papeete avait alors connu des émeutes. En effet, si en 1966 la population polynésienne était majoritairement favorable à l'arrivée du CEP compte tenu des avantages financiers qu'il apportait, en 1995 elle a commencé à prendre conscience des conséquences sanitaires. J'ai rencontré souvent des personnes dont des parents proches qui avaient travaillé dans les essais nucléaires et ont eu un cancer. Les travailleurs de ce secteur n'étaient à l'époque pas informés des risques que faisait courir la radioactivité. On m'a raconté comment ils devaient ôter les déchets nucléaires à mains nues, en étant équipé

d'aucun habits de protection, ni de dosimètre. Si bien qu'aujourd'hui le bilan sanitaire est catastrophique. 150 000 personnes, dont 10% de Tahitiens, ont été touchés sur place par les radiations<sup>2</sup>. On estime à 5 000 le nombre de décès liés aux essais nucléaires<sup>2</sup>. Parmi les Tahitiens ayant travaillé dans la zone des essais 37% sont décédés ou malades<sup>2</sup>. Les principales maladies sont la leucémie, les cancers du poumon et de la thyroïde, les maladies cardiaques. Avec le temps, le nombre de cancers a augmenté : de 284 en 1985, on est passé à une moyenne annuelle de 465 durant la période 1998-2002 pour atteindre 651 en 2004(7) !

Comme à Hiroshima, de nombreux descendants des personnes irradiées naissent avec des malformations. En 2002, on estimait déjà à 8 000 le nombre de malformations à la naissance, liées aux essais<sup>2</sup>.

Les malades des autres îles que Tahiti sont handicapés par l'éloignement géographique : certaines îles n'ont ni dispensaire ni médecin. Pour se faire soigner, les habitants doivent, soit se déplacer en avion, soit utiliser les soins à distance.

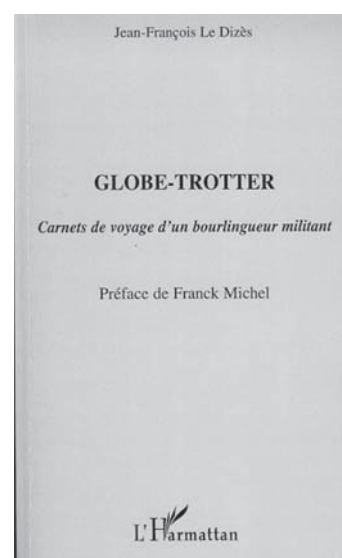
Particulièrement en déficit à cause de maladies provoquées par les retombées des essais nucléaires, la caisse d'assurance maladie de Polynésie a établi une liste de patients dont la maladie est due aux essais nucléaires, pour demander à l'armée de prendre en charges les frais. L'armée refuse. Suite aux manifestations régulières à Papeete de victimes des essais et de leurs familles, le gouvernement français a fait adopter, en 2010, une loi, dite « loi Morin », prévoyant l'indemnisation des victimes des essais nucléaires. Mais aujourd'hui, le bilan de cette loi est très maigre : sur 700 dossiers de Polynésiens déposés, 5 seulement ont été acceptés<sup>2</sup>. Et l'élection de François Hollande à la présidence de la République n'y a rien changé. L'armée considère qu'il n'y a aucune preuve de lien de cause à effet entre les essais nucléaires et les maladies considérées et que les polynésiens ont des gènes qui les prédisposent au cancer de la thyroïde. Or, parmi les militaires français ayant participé aux essais, on aboutit à des résultats

aussi catastrophiques. Parmi les 3 250 adhérents à l'association AVEN (Anciens Vétérans des Essais Nucléaires), 1 009 cancers se sont déclenchés<sup>7</sup>. La mortalité infantile chez les enfants de ce groupe est le triple de celui de la totalité de population française<sup>7</sup>. ■

Jean-François LE DIZÈS

### Sources chiffrées :

- (1) Le quotidien « Les Nouvelles de Tahiti »
- (2) L'association « Moruroa e Tatu »
- (3) « Tahiti après la bombe, quel avenir pour la Polynésie ?, sous la direction de Jean Chesnaux 1995. Éditions L'Harmattan
- (4) Wikipédia
- (5) Revue « Tahiti Pacifique » Moorea
- (6) Confédération Syndicale Indépendante de Polynésie
- (7) « Essais nucléaires français : l'héritage empoisonné de Bruno Barillot ; Observatoire des armements 2012



Jean-François Le Dizès est l'auteur de « globe-trotter, carnets de voyage d'un bourlingueur militant », 2007, Éditions L'Harmattan



## UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

## ★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.



## AUTOGESTIONNAIRES



La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



## VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



## FÉMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

## PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.